

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Avril 2014



Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Ile-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier. Un Tableau de Bord Économique « en bref » en fait la synthèse.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis : www.cci93-idf.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



SOMMAIRE GÉNÉRAL

LES MÉNAGES	5
L'investissement des ménages - Crédits à l'habitat	6
La consommation des ménages - Crédits à la consommation	6
LES ENTREPRISES	7
La démographie des entreprises	8
L'analyse des enregistrements au RCS en 2012	9
Le tissu économique artisanal de la Seine-Saint-Denis	10
L'artisanat en Seine-Saint-Denis	12
Evolution par catégories professionnelles	13
Taux de survie des entreprises	14
Evolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers	15
Focus sur les radiations	18
Les entreprises dans les agglomérations de Seine-Saint-Denis	20
La création d'entreprise	21
Les chiffres à fin septembre 2013	22
Le dispositif ZFU	23
L'évolution et répartitions du nombre d'établissement en ZFU	24
Les principaux faits marquants de la fin d'année 2013/début 2014	25
LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS	27
Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis	28
Approche globale	29
Approche sectorielle	31
Approche géographique	34
LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	37
Evolution des recettes de TVA dans le département de la Seine-Saint-Denis	38
Le chiffre d'affaires	38
La TVA déductible sur immobilisations	41
La TVA nette à payer	44
Evolution des recettes d'impôt sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis	48
Evolution de l'encours des notaires de Seine-Saint-Denis	49
Evolution des crédits à l'équipement des entreprises	50
LES ENTREPRISES : INNOVATION	51

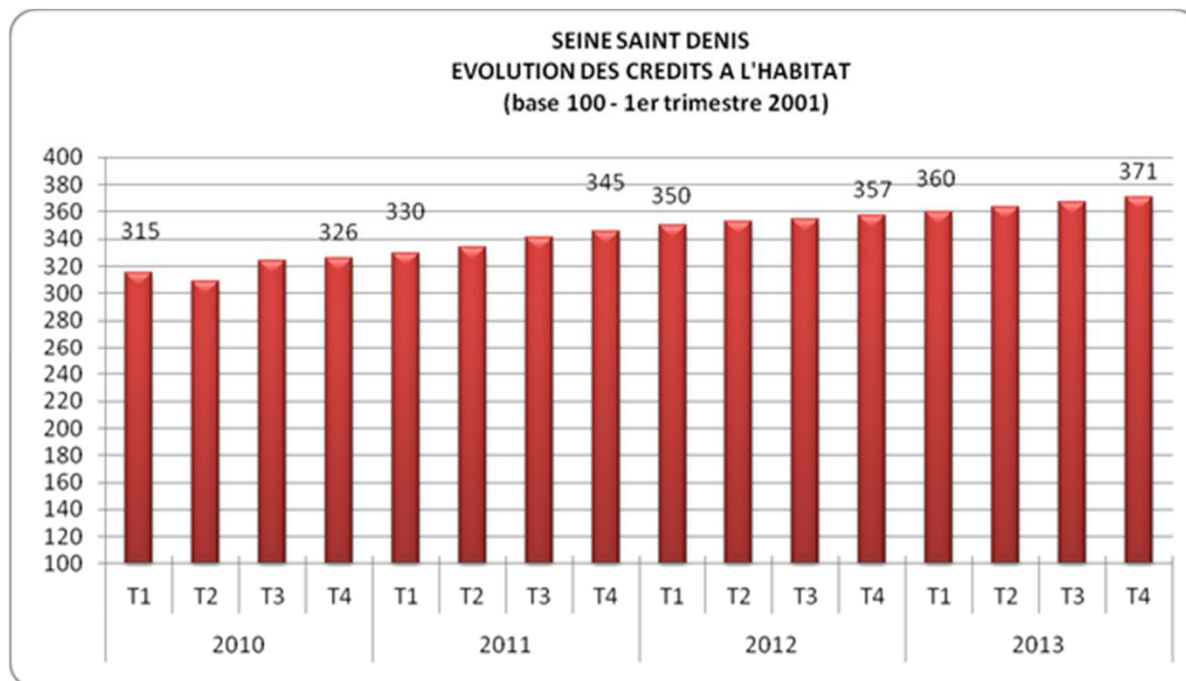


LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D’AFFAIRES	52
L’hôtellerie	53
Les principaux lieux touristiques	54
Le Musée de l’air et de l’espace	54
La Basilique de Saint-Denis	54
Le Stade de France	54
Paris Nord Villepinte	55
Paris Le Bourget	56
 LE CHÔMAGE ET L’EMPLOI	 57
Les taux de chômage en Ile-de-France	58
Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l’Ile-de-France et de la France entière	58
La demande d’emploi à fin décembre 2013	59
Les offres en Seine-Saint-Denis en 2011, 2012, 2013 et 2014	60
Offres d’emploi enregistrées et offres d’emploi satisfaites 2012-2013 en Seine-Saint-Denis par type et taille	61
Offres enregistrées par secteur NAF (cumul juillet-août)	62
Offres d’emploi enregistrées (OEE), satisfaites (OES)	63
Evolution des déclarations uniques d’embauche (DUE) Seine-Saint-Denis	64
Répartition des DUE par activités	64
Indicateurs de suivi du secteur privé (évolution annuelle à fin décembre 2013)	65
Le revenu de solidarité active (RSA)	67
Evolution des composantes du RSA en Seine-Saint-Denis	68
Comparaison entre les départements franciliens	69
Evolution comparative	70
Indice de comparaison	71
Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l’emploi	72
L’interim, variable d’ajustement de l’emploi aux variations d’activité	72
Le recours au chômage partiel	73
Hausse du nombre de licenciements économiques avec PSE	73
 LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER	 74
Volume de la construction des logements neufs	75
Construction des logements neufs par territoires (privée sociale)	76
Logements locatifs sociaux	77
Marché des appartements neufs (promotion privée)	88
Marché des appartements neufs par territoire (promotion privée)	79
Volume de construction de locaux d’entreprises	80
 NOTE MÉTHODOLOGIQUE	 81
 CONTACTS	 86

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d’industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l’Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l’Équipement et de l’Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est

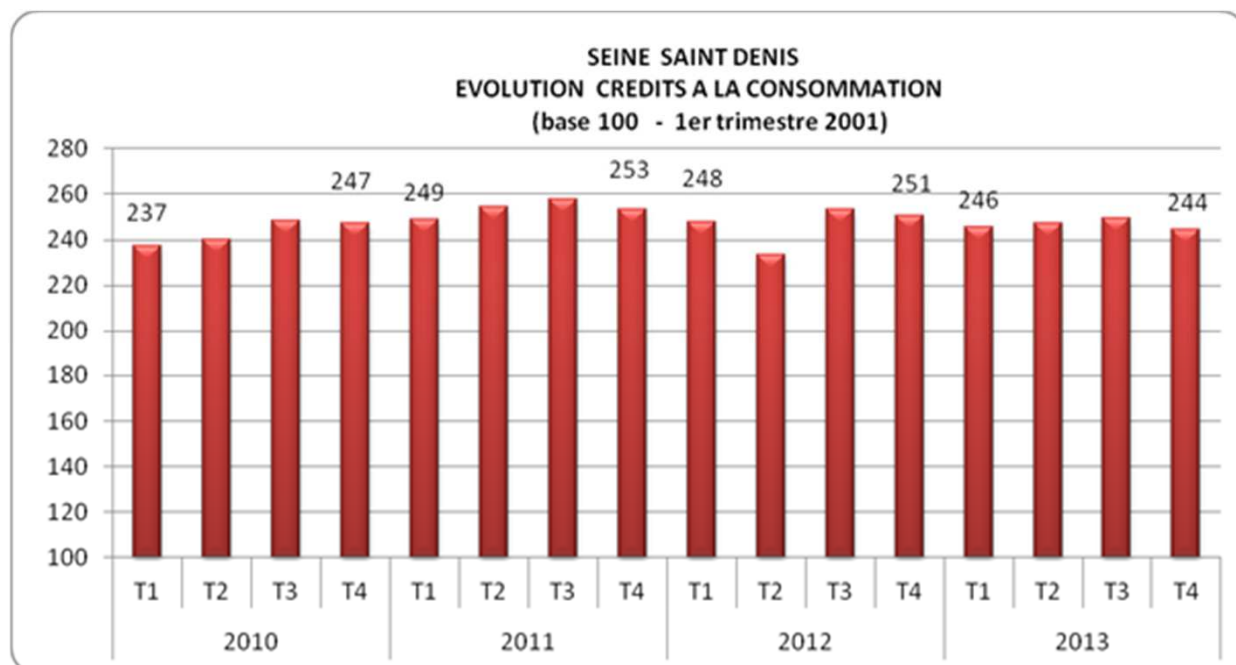


LES MÉNAGES



Au dernier trimestre 2013, l'indice des crédits à l'habitat en Seine Saint Denis poursuit sa progression sur une tendance annuelle de + 3,92 %.

Cette croissance reste conforme à l'évolution observée sur le moyen terme.



Après un léger rebond au troisième trimestre, les crédits à la consommation des ménages sont à nouveau orientés à la baisse (- 2,7 % sur un an), suivant une tendance observée depuis le troisième trimestre 2012.



LES ENTREPRISES



DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES



Analyse des enregistrements au RCS en 2013

Tribunal de commerce

Pas de contribution ce semestre



LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Au 2ème semestre 2013

Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.
Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.



Le tissu économique artisanal de Seine-Saint-Denis

En 2013, le secteur artisanal de Seine-Saint-Denis a été marqué par une réduction du nombre des entreprises immatriculées, cette perte de près de 1000 activités réduit le répertoire des métiers de l'artisanat à 23 764 entreprises artisanales.

Cette récession provient d'une part de la forte baisse des immatriculations - 38,5% et d'autre part d'un éclatement des défaillances d'entreprises + 90%. Nous donnons dans les pages suivantes des éclaircissements sur ces deux indicateurs qui permettent de mesurer la démographie de l'artisanat et plus encore son rôle d'acteur économique et social des territoires de la Seine-Saint-Denis.

Mais, au regard des taux de survie à 3 ans (67%) et à 5 ans (44%), le secteur artisanal, dans le contexte d'une économie française en crise demeure un refuge pour l'entrepreneuriat. La création d'entreprise a chuté en France de 2,1% et en particulier auprès des auto-entrepreneurs (-10%).

Dans la même année, la défaillance des entreprises françaises s'est accrue de + 2,7%, le taux de marge des activités est en déclin pour atteindre 27,7%.

Dans ce paysage de crise normée, les activités du département de la Seine-Saint-Denis ont subi la dure réalité de la chute des commandes dans l'industrie et le tertiaire, le secteur de la fabrication artisanal a perdu 8,5% de ses entités.

Le volume impressionnant de défaillances d'entreprises qui a impacté le secteur artisanal dès le premier semestre 2013, est à considérer avec un certain recul statistique car il provient également d'une mise au clair des fichiers du Répertoire des métiers et du Centre de formalité des entreprises de l'artisanat départemental.

Il n'en resta pas moins acquis que l'année 2013, a éliminé des entreprises fragiles ou dépendantes des donneurs d'ordres. Les activités regroupées en services de proximité qui s'exercent en cœur de ville où en rues commerçantes sont celles qui résistent le mieux, dans l'immédiat comme dans la durée.

Les impayés auprès de l'URSSAF Ile de France progressent de 0,31% sur 12 mois mais le plus inquiétant se situe sur l'amplification des demandes de délais de paiement des entreprises de moins de 10 salariés.

Hormis l'artisanat de commerce de proximité, l'activité économique artisanale s'est dégradée en 2013 et plus particulièrement dans les secteurs associés à la production industrielle.

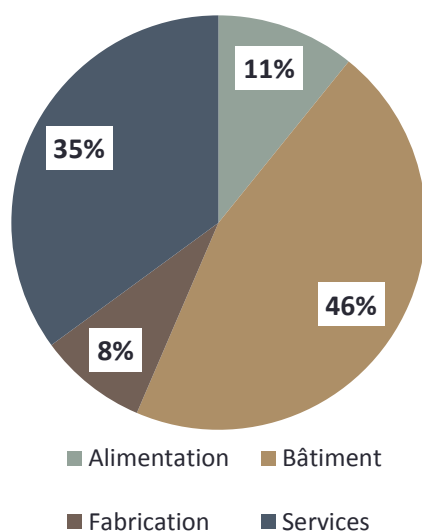


L'artisanat en Seine-Saint-Denis

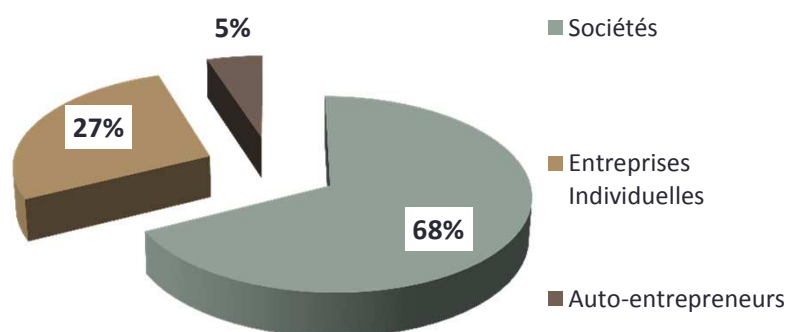
Au 31 décembre 2013, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 23 762 entreprises.

Sur l'année 2013, dans le Répertoire des métiers, les entreprises du Bâtiment gagnent proportionnellement 2% au détriment des activités de Fabrication. Durant cette même période, les auto-entrepreneurs ont perdu 4% de leur représentation dans le secteur artisanal.

Répartition par secteurs professionnels

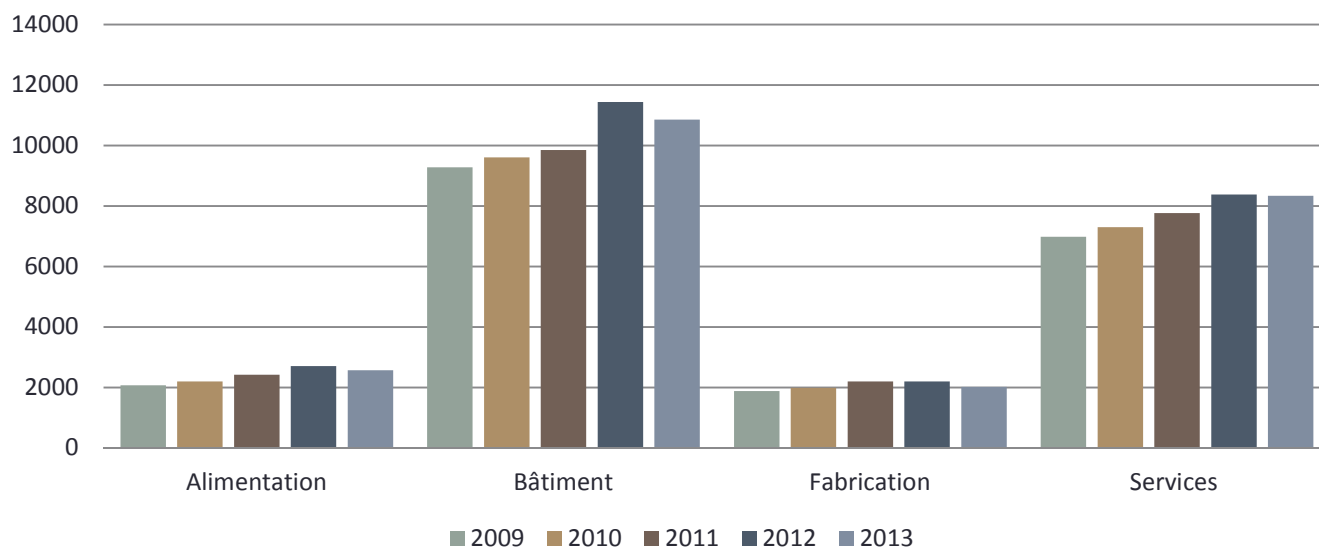


Répartition par statut





Evolution par catégories professionnelles

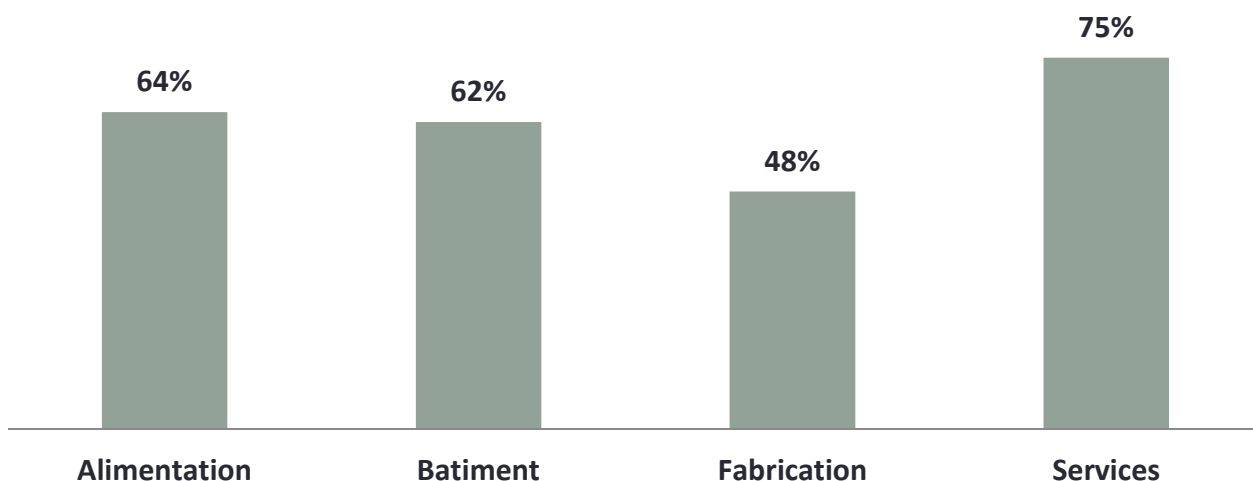


Secteurs professionnels	2009	2010	2011	2012	2013	Progression 2012/2013
Alimentation	2 073	2 192	2 415	2 706	2 568	-5,09%
Bâtiment	9 272	9 608	9 845	11 430	10 848	-5,09%
Fabrication	1 879	1 982	2 194	2 200	2 014	-8,45%
Services	6 983	7 300	7 758	8 371	8 332	-0,48%
Total	20 207	21 082	22 212	24 707	23 762	-3,82%

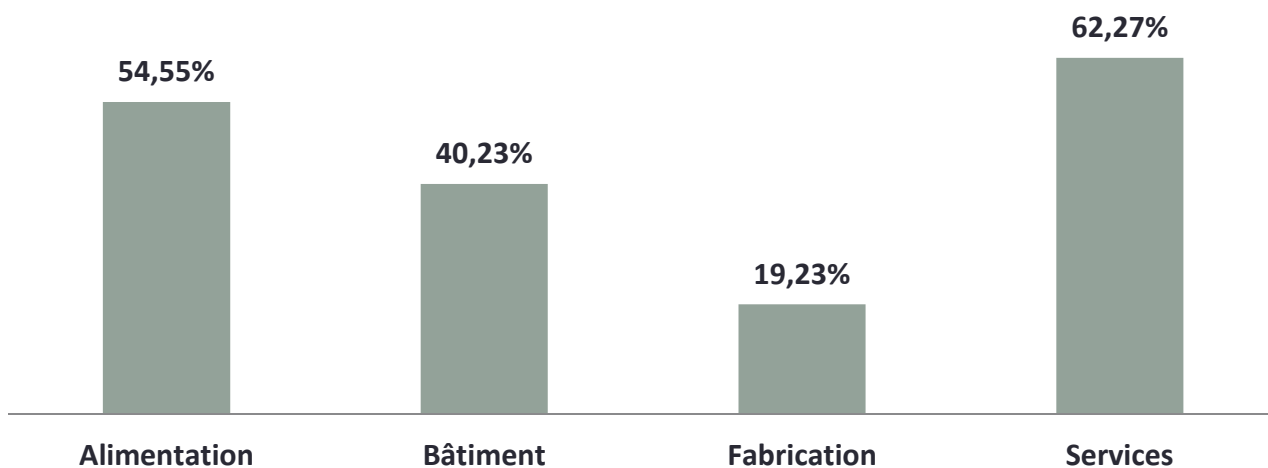


Taux de survie des entreprises

Taux de survie à 3 ans : 64%



Taux de survie à 5 ans : 44%



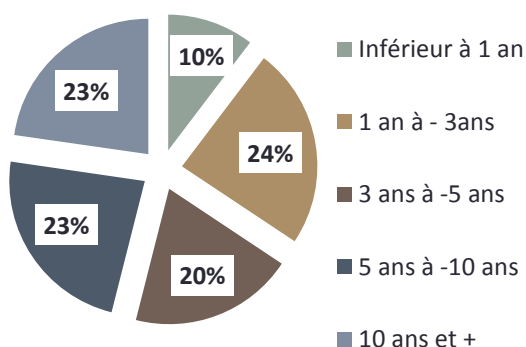
Sur l'année, le taux de survie à 5 ans est passé de 39% à 44%.

Le nombre d'entreprises ayant atteint les 3 années d'existence se situe dans une bonne moyenne régionale.

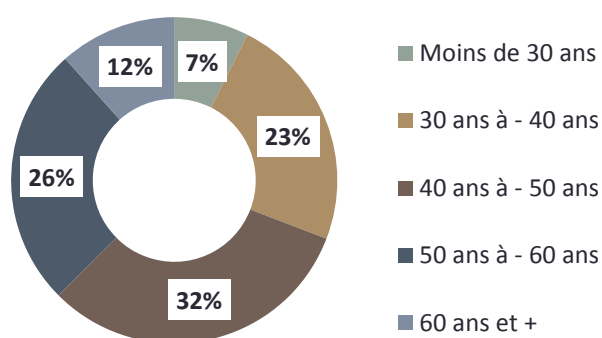
Elle est d'ailleurs très encourageante pour les créateurs d'entreprises du département, qui malgré une économie atone et une consommation des ménages sur la réserve parviennent en réduisant leurs marges à rester en activité.



Antériorités des entreprises



Age des dirigeants



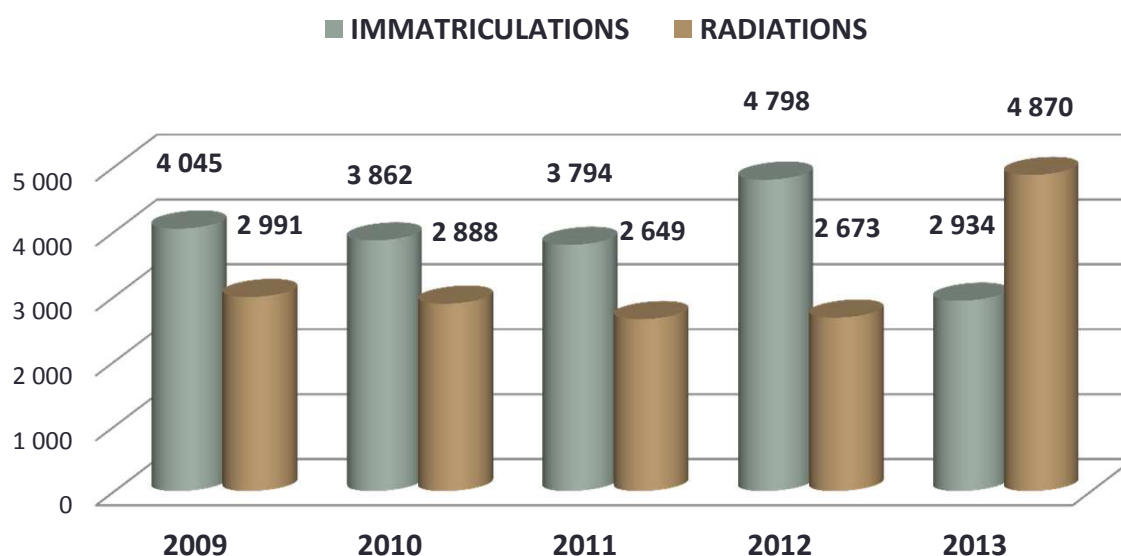
Les entreprises du secteur artisanal demeurent précaires, 54 % de ses établissements n'ont pas encore passé le cap des 5 années d'exercice, 5 700 entreprises ont moins de 3 années d'existence.

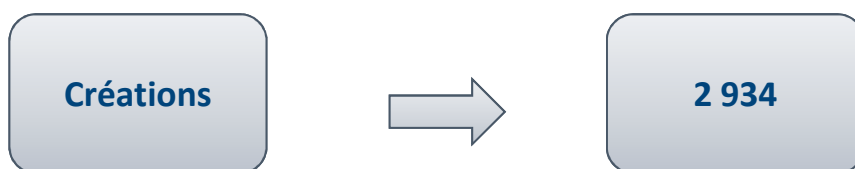
Cependant, sur l'année le secteur s'est consolidé en partie par la forte diminution des entreprises nouvelles, de moins d'une année, sur l'ensemble du vivier de l'artisanat, elles en constituaient 20% en 2012, pour 10% en 2013.

La baisse de représentation des jeunes entreprises a des effets sur l'âge des dirigeants, les + de 50 ans et en particulier les dirigeants ayant franchi le seuil de + 60 ans.

2 800 dirigeants sont sensibles aux enjeux de transmission de leurs activités.

Evolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers

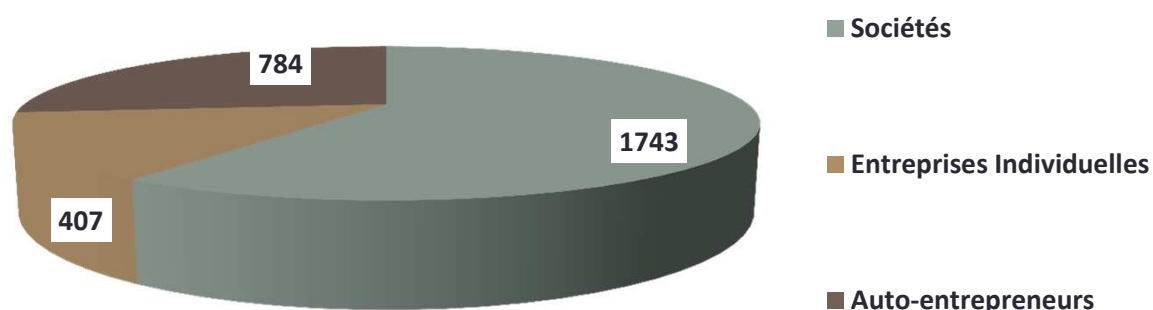




Nombre d'immatriculations par secteurs professionnels

CREATIONS	2012	2013	Variation	%
ALIMENTATION	579	334	-245	-42,31 %
BATIMENT	2 600	1 397	-1 203	-46,27 %
FABRICATION	314	152	-162	-51,59%
SERVICE	1 305	1 051	-254	-19,46%
TOTAUX	4 798	2 934	-1 864	-38,85%

Répartition des créations par statut



Les auto-entrepreneurs immatriculés au Répertoire des métiers ne sont plus que 1 200 soit 5,3% des entreprises artisanales. L'attractivité de ce régime incitatif à la création d'activité semble s'émousser, ils représentaient 42% des créateurs d'activités artisanales en 2009, première année d'existence de ce statut, ils ne sont plus que (784) soit 26,7% parmi les créateurs d'entreprises immatriculés en 2013.

La tendance économique et plus globalement sociale n'est pas particulièrement engageante à se lancer dans la création d'activités, la chute de celles-ci en 2013 révèle ce climat général.

Les sociétés immatriculées ont chuté de près de 50%, tous les secteurs professionnels sont en repli de + 40%, seuls les commerces et services de proximité (1/3 des créations) demeurent porteurs de perspectives.



Radiations

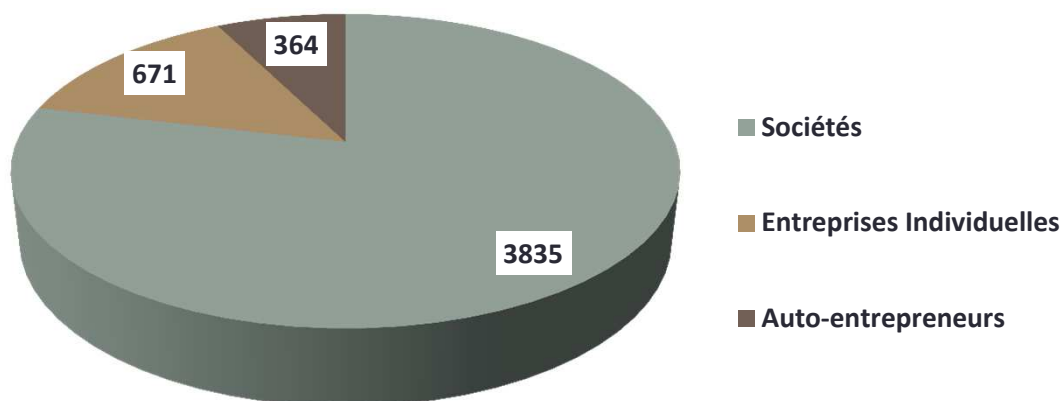


4 870

Nombre de radiations par secteurs professionnels

RADIATIONS	2012	2013	Variation	%
ALIMENTATION	241	410	159	63%
BATIMENT	1 418	2 814	1 302	86%
FABRICATION	189	488	290	146%
SERVICE	678	1 158	446	63%
TOTAUX	2 526	4 870	2 197	82%

Répartition des radiations par statut



Suivant les données nationales, le chiffre d'affaires des entreprises de commerce de proximité est en baisse - 2, 5%. Dans le secteur du Bâtiment, il diminue de - 2%, pour se réduire dans les activités de la Fabrication à - 3, 5 %. Seules les activités de commerce alimentaire limitent le déclin à - 1%.

Suivant les indicateurs de l'URSSAF Ile de France, le taux d'impayés des cotisations sociales des entreprises de moins de 10 salariés est en hausse de + 0, 31, le plus inquiétant provient des délais de paiements qui sont en nette progression + 10, 1%, avec une hausse à 14% sur le dernier trimestre 2013.

Les entreprises qui ont repris espoir en 2012, vont progressivement laminer leur trésorerie.



Focus sur les radiations

Le volume très élevé des radiations d'entreprises est composé à 68% d'entreprises dites radiées d'office. Ce sont des entités qui n'ont pas répondu aux exigences administratives, déclarations fiscales, sociales et qui n'ont pas donné suite aux diverses relances de ces services.

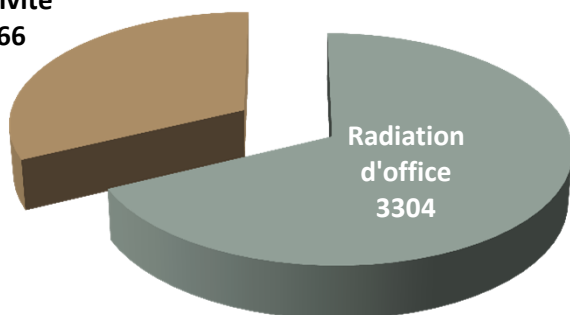
La plupart ont cessé leurs activités sans effectuer de démarches auprès du greffe du tribunal de commerce.

1 556 entreprises ont déclaré cesser leurs activités en précisant leurs motifs auprès du CFE de la Chambre de métiers et de l'artisanat.

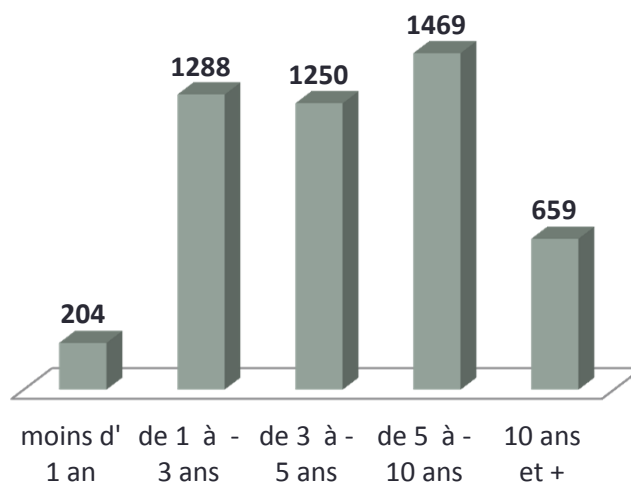
On peut considérer du point de vue de l'analyse économique que ces activités ont cessé pour des raisons économiques ou associées à la vie du dirigeant (Retraite, changement de département, vente,...).

Radiation: 4870

Cessation
d'activité
1566



Antériorité des entreprises

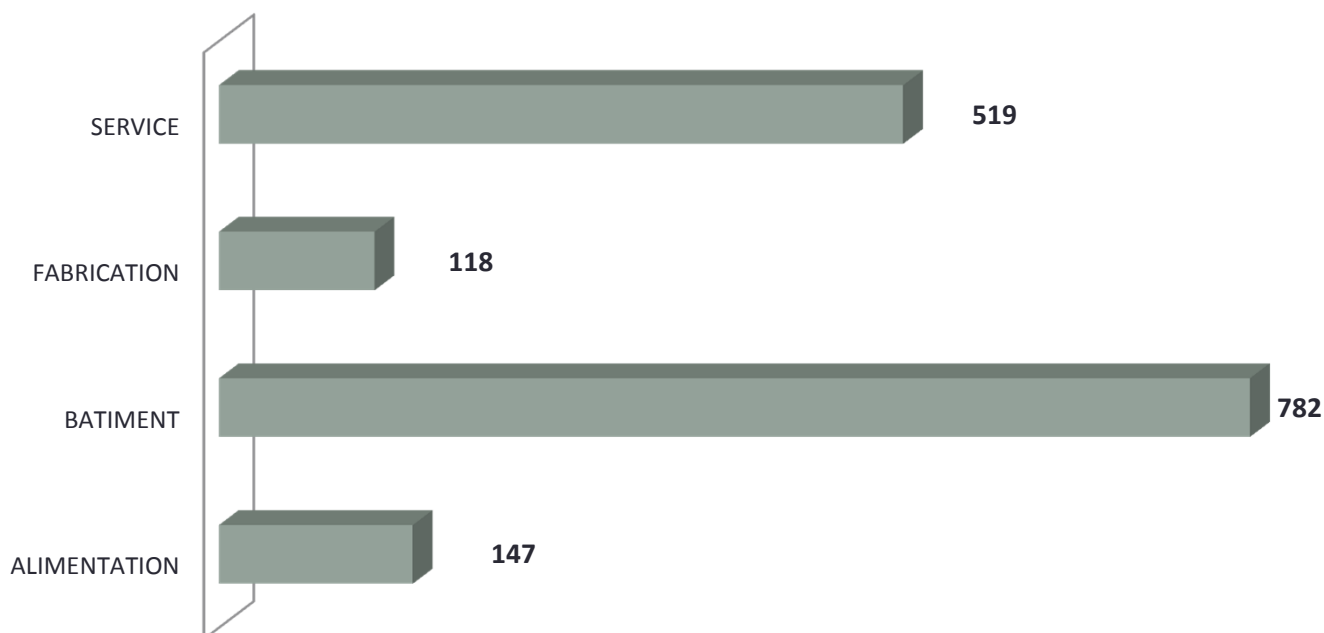


La majoration de + de 90% des radiations en 2013 provient des radiations d'office qui représente 68% du volume global. Le phénomène des radiations d'office peut s'apparenter à un traitement administratif s'étalant sur des délais de procédure couvrant plusieurs années.

56 % des entreprises avaient au plus 5 années d'existence, ce taux est conforme à la durée de vie des entreprises inscrites au Répertoire des métiers.

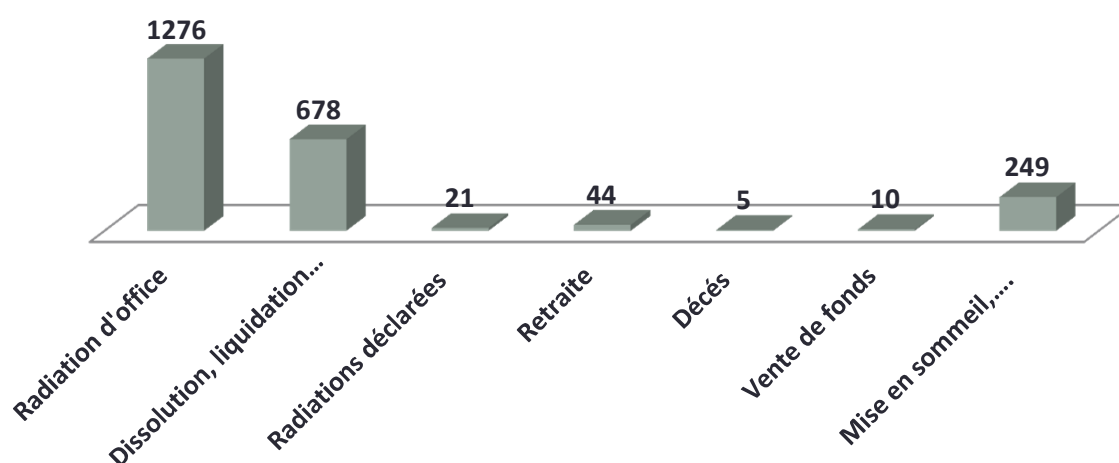


1566 cessations réparties par catégories



Le secteur du Bâtiment est surreprésenté, à 50% des entreprises contre 46% dans la fichier du Répertoire des métiers.

Motifs de radiation



2 283 entreprises ont cessé leurs activités en 2013, parmi celles-ci 1276 ont fait l'objet d'une procédure de radiation d'office.



Les entreprises dans les agglomérations de Seine-Saint-Denis



Communauté d'agglomération Plaine Commune : **5 870 entreprises artisanales**

Aubervilliers, Epinay sur Seine, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Villetaneuse

Communauté d'agglomération Est-Ensemble : **6 212 entreprises artisanales**

Montreuil, Pantin, Bobigny, Bagnolet, Romainville, Noisy-le-Sec, Bondy

Communauté d'agglomération de l'Aéroport Le Bourget : **1 481 entreprises artisanales**

Drancy, Dugny, Le Bourget

Communauté d'agglomération Terres de France : **1 750 entreprises artisanales**

Sevran, Tremblay-en-France, Villepinte

Communauté d'agglomération Clichy sous Bois, Montfermeil : **1 015 entreprises artisanales**

Clichy-sous-Bois, Montfermeil

61% des entreprises artisanales du département sont situées dans des agglomérations de communes. **20**



LA CREATION D'ENTREPRISE

Janvier 2013 à Septembre 2013



Les chiffres : année 2013

Source APCE – création et reprise toutes formes

Création/reprise d'entreprise	Année 2012	Année 2013	Evolution
Ile-de-France	134 830	133 565	-0,9%
Seine-Saint-Denis	15 216	15 567	2,3%

Source CCI Paris IDF – Création/reprise d'entreprise passant par le Centre de Formalité de la CCI

Création/reprise d'entreprise	Année 2012	Année 2013	Evolution
75, 78, 92, 93, 94 et 95	41 442	40 823	-1,5%
Seine-Saint-Denis	5 570	5 413	-2,8%



LE DISPOSITIF ZFU

Cet indicateur est mis à jour au début de chaque année civile.

Pour 2013 :

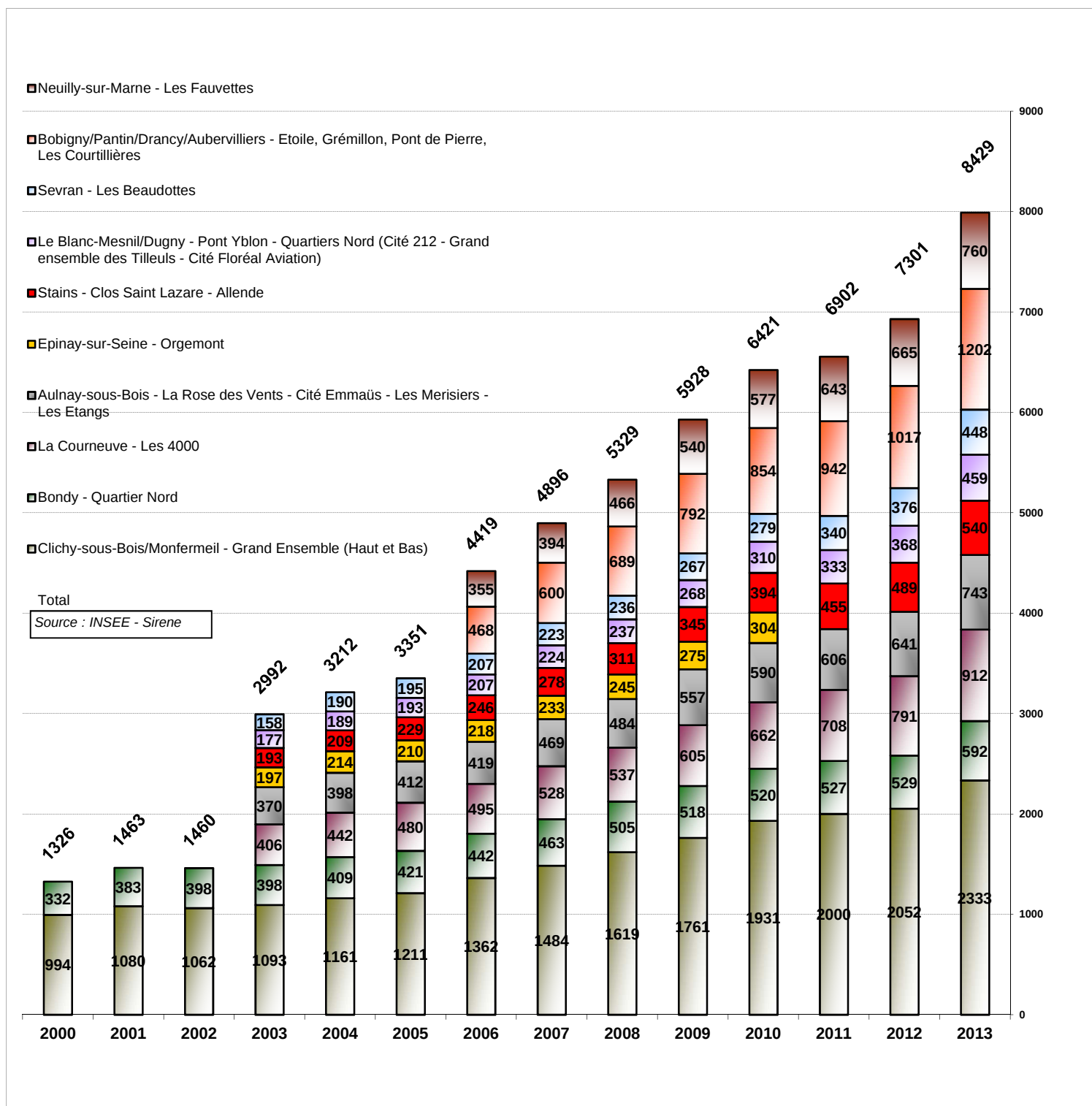
- Les ZFU de Seine-Saint-Denis confirment leur dynamisme économique. Le nombre total d'établissements privés est de 8 099, soit une progression de 5,36% sur un an.

Il faut noter que depuis quelques années, le nombre d'installations est en baisse : en 2013 (+5,1%), en 2012 (+6,2%), en 2011 (+7,1%).

- La ZFU ayant le plus fortement concouru à cette croissance est celle de La Courneuve, avec une hausse de 10,3%. Ce chiffre est à mettre en rapport avec l'étroitesse territoriale de la ZFU. Clichy-sous-Bois/Montfermeil reste la ZFU Comptant le plus grand nombre d'entreprises implantées (2 188 établissements), même si le taux de croissance est plus modéré.



Evolution et répartition du nombre d'établissement en ZFU



Pour rappel:

Le chiffre de 8 429 établissements exclut le secteur public, la santé et les associations qui représentent 386 établissements.



Les principaux faits marquants de la fin d'année 2013/début 2014

De nouveaux dispositifs de la politique de la ville

L'expérimentation des emplois francs

Le Ministère de la ville a lancé l'expérimentation des «*emplois francs*», outil de lutte contre les discriminations (*Décret n°2013-549 du 26 juin 2013*). Ce dispositif fait partie des mesures prises dans le cadre du Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'emploi, tout comme le Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et les contrats de génération.

En Seine-Saint-Denis, deux communes se sont lancées dans cette expérimentation des emplois francs, les villes de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil. Elles ont été rejointes, au 31 octobre 2013, par sept villes de la communauté d'agglomération de Plaine Commune (Saint-Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Epinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine, Stains, Villetaneuse) et par les villes d'Aulnay-sous-Bois et de Sevran.

L'idée principale est d'encourager financièrement les entreprises embauchant de jeunes diplômés habitant dans des quartiers « frappés par le chômage ».

Ce dispositif prévoit l'expérimentation, pour une durée de trois ans, d'une aide forfaitaire fixée à 5000 euros. Les entreprises du secteur marchand doivent embaucher un jeune en recherche d'emploi, rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi et résidant dans les zones urbaines sensibles (ZUS) de certaines communes en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps complet.

Pour bénéficier de l'aide, le jeune doit remplir, à la date de l'embauche, les conditions cumulatives suivantes :

- Etre âgé de moins de trente ans ;
- Résider depuis au moins six mois consécutifs dans une zone urbaine sensible (ZUS) ;
- Faire état d'une durée de douze mois minimum de recherche d'emploi au cours des dix-huit derniers mois.

L'aide est attribuée en deux versements (le premier au terme de la période d'essai et le second au terme du dixième mois d'exécution du contrat de travail) par Pôle emploi, pour le compte de l'Etat, dans la limite d'une enveloppe financière annuelle.

Le bénéfice de l'aide est subordonné au maintien du jeune dans l'effectif de l'entreprise dans les deux ans suivant le premier jour d'exécution du contrat de travail.

Quelque 5 000 emplois francs doivent être créés du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014. L'évaluation de l'expérimentation sera assurée par un comité directement rattaché à l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (ZUS).

Les premiers retours des chefs d'entreprises, lors d'entretiens individuels ou de réunions collectives sur le sujet, montrent une réelle difficulté d'application de ce dispositif sur le territoire de la Seine-Saint-Denis.



Une refonte de la politique de la ville qui se poursuit

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a été promulguée le 21 février 2014.

Le projet de Loi avait été présenté le 2 août 2013 en Conseil des ministres par François Lamy, ministre délégué à la Ville. Elle réforme le cadre de la politique de la ville, par la simplification et la concentration des moyens et prévoit qu'environ 1 200 « quartiers prioritaires de la politique de la ville » seront désignés, en s'appuyant sur un critère unique et objectif : le revenu des habitants.

Ce critère rend compte en effet de l'ensemble des difficultés économiques et sociales rencontrées par les habitants des quartiers.

Indissociable du volet social de la politique de la ville, le volet urbain bénéficiera d'un nouveau programme national de renouvellement urbain, à hauteur de 5 milliards d'euros d'engagements de l'agence nationale de rénovation urbaine, qui permettront avec les investissements des bailleurs et des collectivités, un financement à hauteur de 20 milliards d'euros pour le nouveau plan de rénovation urbaine. La loi met en place un contrat de ville unique pour la ville et la cohésion sociale : il traitera dans un même cadre des enjeux de cohésion sociale, de renouvellement urbain et de développement économique. Ce contrat unique permettra la mobilisation de l'ensemble des politiques publiques.

Cette loi inscrit également le principe d'une co-construction de la politique de la ville avec les habitants, ils participeront notamment à la réflexion autour des projets de renouvellement urbain.

Parallèlement à cette Loi, la suppression ou le maintien du dispositif Zones Franches Urbaines a été au cœur des réflexions. L'année 2013 a vu naître deux rapports sur le sujet :

- Un rapport Parlementaire rendu le 14 mai 2013 par le député Henri JIBRAYEL, rapporteur de la mission parlementaire sur l'avenir des Zones Franches Urbaines (ZFU).
- Un rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental, présenté par Mme Eveline DUHAMEL, son rapporteur, et adopté à l'unanimité le 15 janvier 2014. Dans cette optique, la CCI Seine-Saint-Denis, identifiée comme un interlocuteur incontournable sur le sujet des Zones Franches Urbaines, a fait l'objet d'une audition le 22 octobre 2013 et d'une visite sur site le 19 novembre 2013.

Ces deux rapports ont pour proposition commune de renforcer l'information et l'accompagnement des chefs d'entreprise installés dans les quartiers « prioritaires ».

L'avenir des ZFU sera quant à lui décidé en fin d'année 2014.



LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Situation au 31 décembre 2013

- Le commerce extérieur
- L'activité des entreprises en Seine-Saint-Denis
La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
L'impôt sur les sociétés (IS)



LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

1^{er} semestre 2013 – 2^{ème} semestre 2013



APPROCHE GLOBALE

Evolution par secteur d'activité en millions d'euros des exportations en Seine-Saint-Denis :

Secteur	VAL EXPORT S1 2013	VAL EXPORT S2 2013	Evolution S1/S2 2013
Matériels de transport	734	747	2%
Textiles, habillement, cuir et chaussures	792	889	12 %
Produits informatiques, électroniques et optiques	184	203	10 %
Produits pharmaceutiques	57	64	11 %
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	161	159	-1 %
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	154	117	-24 %
Équipements électriques et ménagers	115	135	17 %
Produits manufacturés divers	205	229	12 %
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	61	62	1 %
Produits des industries agroalimentaires (iaa)	35	37	5 %
Produits métallurgiques et métalliques	200	125	-38 %
Bois, papier et carton	18	15	-15 %



Evolution par secteur d'activité en millions d'euros des importations en Seine-Saint-Denis :

Secteur	VAL IMPORT S1 2013	VAL IMPORT S2 2013	Evolution S1/S2 2013
Matériels de transport	1 248	1 203	-4 %
Textiles, habillement, cuir et chaussures	1 005	1 115	11 %
Produits informatiques, électroniques et optiques	754	905	20 %
Produits pharmaceutiques	537	640	19 %
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	445	444	0 %
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	275	368	34 %
Équipements électriques et ménagers	341	332	-3 %
Produits manufacturés divers	282	279	-1 %
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	222	233	5 %
Produits des industries agroalimentaires (iaa)	217	212	-3 %
Produits métallurgiques et métalliques	202	178	-12 %
Bois, papier et carton	105	97	-7 %



APPROCHE SECTORIELLE

Export :

Secteur	VAL EXPORT S1 2013	VAL EXPORT S2 2013	Evolution S1/S2 2013
Matériels de transport	734	747	2%
Textiles, habillement, cuir et chaussures	792	889	12 %
Produits informatiques, électroniques et optiques	184	203	10 %
Produits pharmaceutiques	57	64	11 %
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	161	159	-1 %
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	154	117	-24 %
Équipements électriques et ménagers	115	135	17 %
Produits manufacturés divers	205	229	12 %
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	61	62	1 %
Produits des industries agroalimentaires (iaa)	35	37	5 %
Produits métallurgiques et métalliques	200	125	-38 %

Le secteur du textile demeure au second semestre 2013, le premier secteur d'exportation de la Seine-Saint-Denis avec 889 millions d'euros de valeur soit une hausse de 12 %.

Les exportations dans le secteur des équipements électriques et ménagers en 6^e position connaissent la plus forte augmentation au second semestre (+17%).

A l'inverse les produits métallurgiques et métalliques subissent la plus forte baisse à l'export (-38%).

En revanche en ce qui concerne les matériels transport (-15 % durant le 1^{er} semestre 2012 et le 1^{er} semestre 2013) repartent à la hausse (+2 % au second semestre 2013).



Import :

Secteur	VAL IMPORT S1 2013	VAL IMPORT S2 2013	Evolution S1/S2 2013
Matériels de transport	1 248	1 203	-4 %
Textiles, habillement, cuir et chaussures	1 005	1 115	11 %
Produits informatiques, électroniques et optiques	754	905	20 %
Produits pharmaceutiques	537	640	19 %
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	445	444	0 %
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	275	368	34 %
Équipements électriques et ménagers	341	332	-3 %
Produits manufacturés divers	282	279	-1 %
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	222	233	5 %
Produits des industries agroalimentaires (iaa)	217	212	-3 %
Produits métallurgiques et métalliques	202	178	-12 %
Bois, papier et carton	105	97	-7 %

En dépit d'une baisse de (-4 %) au 2^e semestre 2013, le secteur des matériels de transport reste le premier secteur d'importation en valeur de la Seine-Saint-Denis.

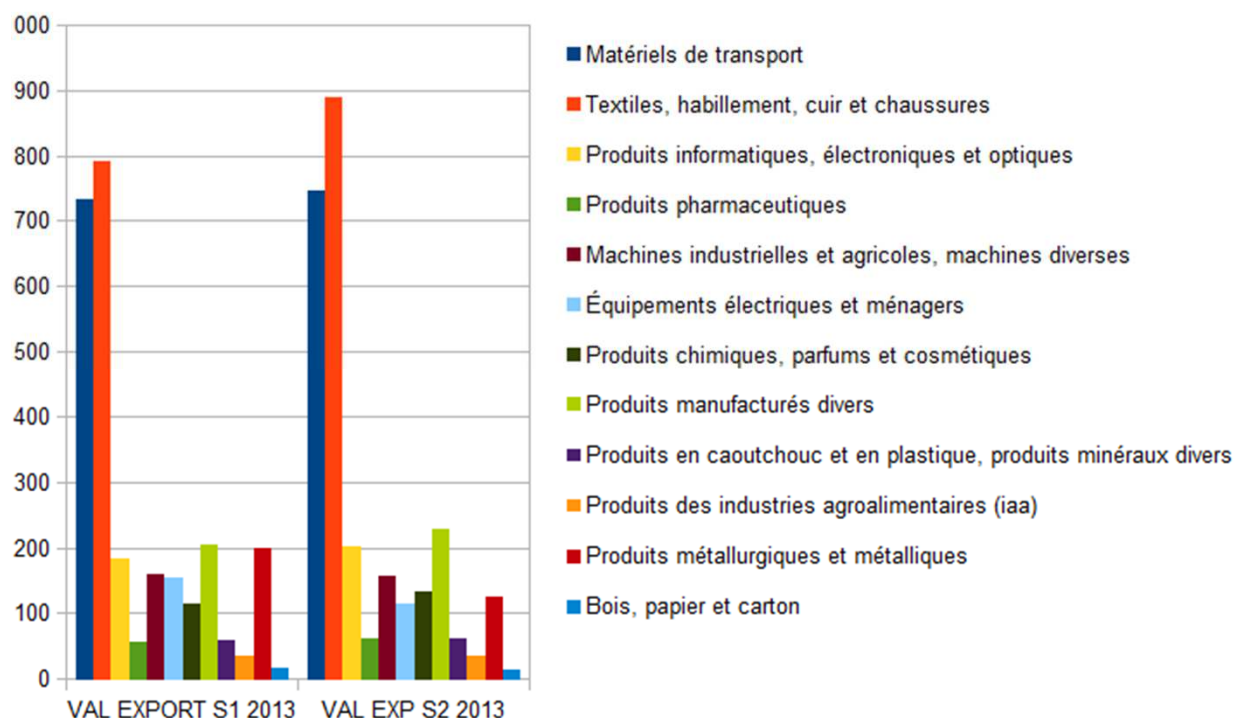
Les importations produits informatiques, électroniques et optiques après avoir subi une baisse (-10 % en 2012) repartent à la hausse en 2013 +20 %.

L'une des plus fortes augmentations concerne les produits chimiques, parfums et cosmétiques passant en 2012 de (-35%) à 2013 (+34%).

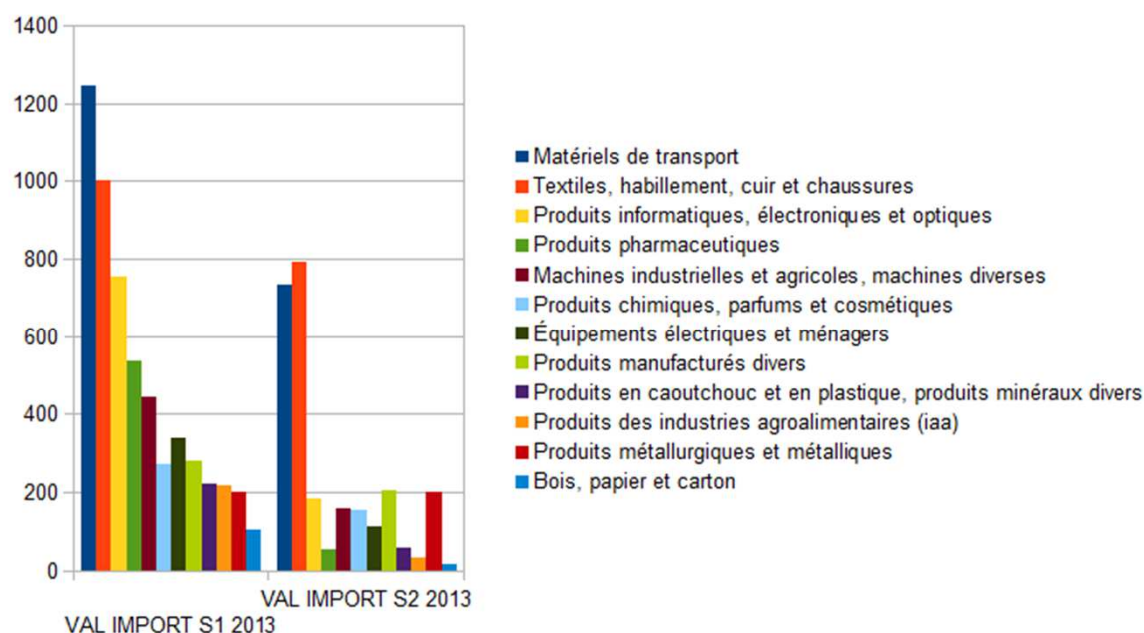
Par contre les produits : bois, papier et carton maintiennent leur baisse -8,5 % en 2012 et -7 % en 2013.



Export :



Import :





APPROCHE GEOGRAPHIQUE

Export :

L'Union européenne reste le premier partenaire commercial de la Seine-Saint-Denis, suivie des Etats-Unis.

L'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie sont les 4 pays dont la valeur à l'exportation est la plus élevée.

Il faut noter que les exportations vers le Royaume-Uni ont connu au 2ème semestre une hausse de 69 %, tandis que les exportations vers la Slovaquie ont connu une baisse de -43% ; par contre il n'y a aucune évolution des exportations envers les Etats-Unis au cours du 2ème semestre.

Pays	VAL EXP S1 2013	Rang	Pays	VAL EXP S2 2013	Evolution
Allemagne	364	1	Allemagne	338	-7 %
Etats-Unis	320	2	Etats-Unis	319	0 %
Italie	215	3	Italie	184	-14 %
Suisse	157	4	Suisse	164	4 %
Belgique	156	5	Pays et territoires non déterminés	4	-5 %
Royaume-Uni	132	6	Royaume-Uni	223	69 %
Chine	115	7	Chine	117	2 %
Japon	99	8	Japon	99	0 %
Espagne	88	9	Espagne	79	-10 %
Pays-Bas	38	10	Pays-Bas	40	5 %
Turquie	26	11	Turquie	25	-5 %
Portugal	14	12	Portugal	17	19 %
Slovaquie	7	13	Slovaquie	4	-43 %



Import :

Sur le plan des importations, la Chine reste le premier partenaire commercial de la Seine-Saint-Denis.

Les importations en provenance de la Slovaquie ont connu une baisse de -4 % au 2ème semestre, alors qu'au 1^{er} semestre 2013, elles avaient connu une hausse de 9 %.

Les importations en provenance du Royaume-Uni sont en baisse de -24 % au 2ème semestre 2013.

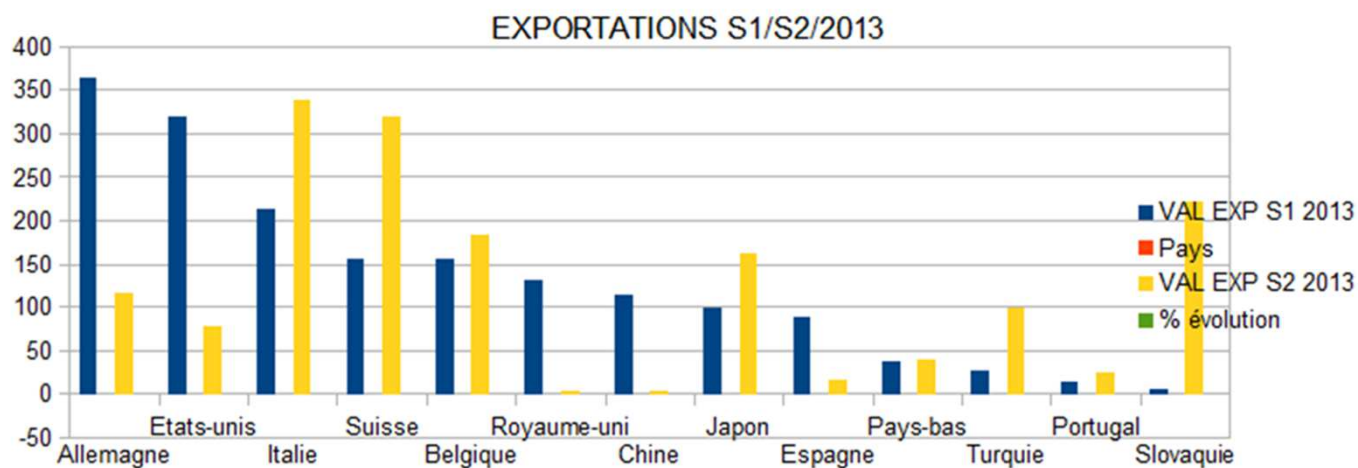
Par contre les Etats-Unis prennent une place croissante dans les importations, 30 % au 2^e semestre.

La Suisse et le Japon apparaissent au 2ème semestre parmi les pays en provenance desquels il y a eu une augmentation à l'importation de 4 % et de 13 % par rapport au 1^{er} semestre.

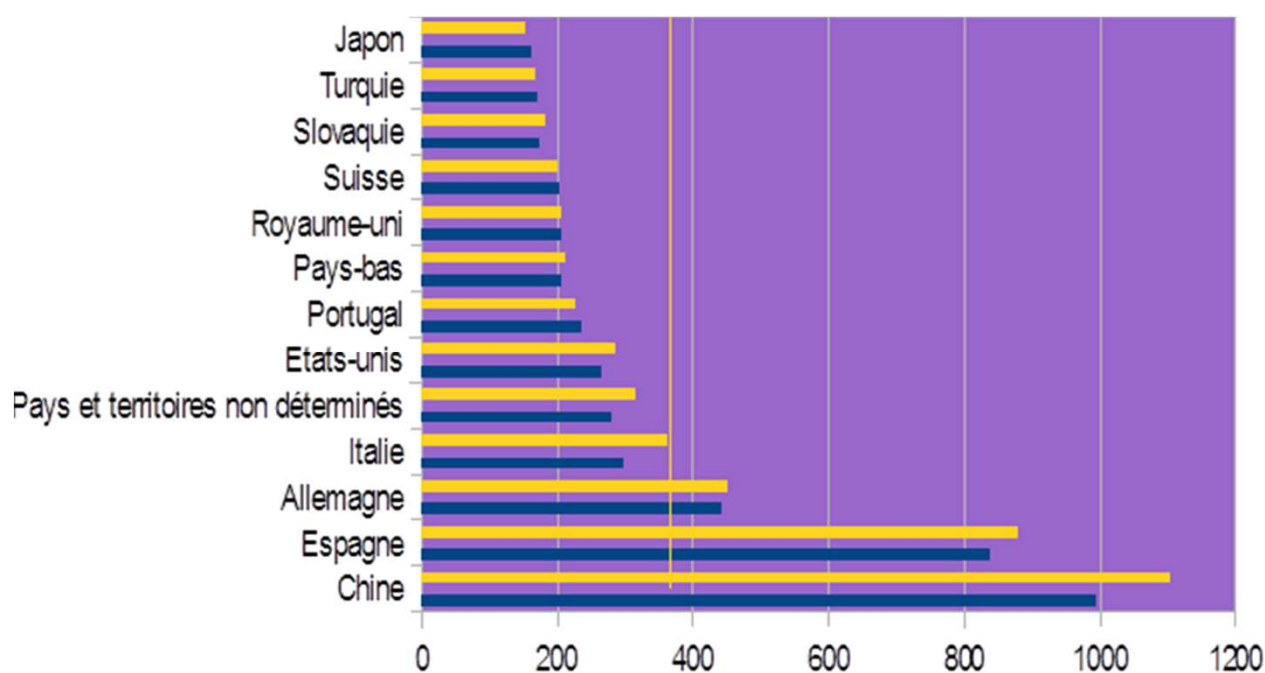
Pays	VAL IMP S1 2013	Rang	Pays	VAL IMP S2 2013	Evolution
Chine	994	1	Chine	1 102	3 %
Espagne	838	2	Espagne	880	5 %
Allemagne	441	3	Allemagne	449	-17 %
Pays et territoires non déterminés	298	5	Pays et territoires non déterminés	287	-19 %
Etats-Unis	279	6	Etats-Unis	363	-19 %
Italie	265	4	Italie	316	-12 %
Slovaquie	234	11	Slovaquie	225	-6 %
Portugal	206	7	Portugal	206	-16 %
Pays-Bas	205	8	Pays-Bas	201	2 %
Royaume-Uni	201	9	Royaume-Uni	153	1 %
Turquie	174	12	Turquie	167	9 %
Belgique	169	14	Japon	183	14 %
République Tchèque	162	13	Suisse	210	16 %



Export :



Import :





LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS



EVOLUTION DES RECETTES DE TVA DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, trois paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

1 - LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, sylviculture et pêche » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Au titre du seul mois de décembre 2013, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :

Commerce, réparation automobile	29,00 %
Transport et entreposage	23,50 %
Industrie manufacturière	11,80 %

Période	Chiffre d'affaires global	Evolution
2011	136 903 695 864 €	+ 3,38%
2012	143 625 018 583 €	+ 4,91%
2013	141 084 408 213 €	-1,77%
2^{ème} semestre 2012	70 074 699 868 €	+ 1,48%
2^{ème} semestre 2013	71 110 763 590 €	
Décembre 2012	11 534 917 758 €	+ 12,69%
Décembre 2013	12 998 833 465 €	



Mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires global

Entre le 2^{ème} semestre 2012 et le 2^{ème} semestre 2013

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul 2 ^{ème} semestre 2012	70 074 699 868 €	+1,48 %
Cumul 2 ^{ème} semestre 2013	71 110 763 590 €	

En Seine-Saint-Denis, seul le secteur des industries extractives a vu son chiffre d'affaires diminuer durant cette période à hauteur de 1,61%.

Les secteurs ayant connu la plus forte hausse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'électricité, de gaz	58,51%
Arts, spectacles et activités récréatives	53,81%
Administration publique	52,95%

Entre le 1^{er} semestre 2013 et le 2^{ème} semestre 2013

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2013	69 973 644 623 €	1,63 %
Cumul 2 ^{ème} semestre 2013	71 110 763 590 €	



En Seine-Saint-Denis, les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

Transport et entreposage	68,58 %
Industrie manufacturière	64,08 %
Activités de service administratifs et de soutien	62,86 %

Seul le secteur des industries extractives a connu une baisse de son chiffre d'affaires entre ces deux périodes (-4,04%).



2 - LA TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, sylviculture et pêche » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Période	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2011	1 145 832 020 €	+ 2,08%
2012	1 158 760 578 €	+ 1,13%
2013	1 193 302 776 €	+ 2,98%
2^{ème} semestre 2012	591 082 556 €	+ 3,04%
2^{ème} semestre 2013	609 037 829 €	
Décembre 2012	106 217 261 €	+ 4,53 %
Décembre 2013	111 023 916 €	

Les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont, pour le seul mois de décembre 2013 :

Activités de service administratifs et de soutien	29,72 %
Activités financières et d'assurance	24,47 %
Transport et entreposage	18,10 %



Mise en perspective de l'évolution des déductions globales de TVA sur immobilisations :

Entre le 2^{ème} semestre 2012 et le 2^{ème} semestre 2013 :

	Montant de la TVA déductible sur immobilisations	Evolution
Cumul 2 ^{ème} semestre 2012	591 082 556 €	+ 3,04 %
Cumul 2 ^{ème} semestre 2013	609 037 829 €	

En Seine-Saint-Denis, les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Transport et entreposage	162,06%
Autres activités de services	111,51%
Production et distribution d'électricité, de gaz	105,32%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Arts spectacles et activités récréatives	-41,62%
Industrie manufacturière	-32,68%
Construction	-20,72%



Entre le 1^{er} semestre 2013 et le 2^{ème} semestre 2013 :

	Montant de la TVA déductible sur immobilisations	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2013	584 264 947 €	+ 4,24 %
Cumul 2 ^{ème} semestre 2013	609 037 829 €	

En Seine-Saint-Denis, les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Transport et entreposage	153,52%
Industries extractives	23,10%
Autres activités de service	12,82%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

Construction	-54,44%
Production et distribution d'électricité, de gaz	-47,87%
Divers	-30,84%



3 -LA TVA NETTE A PAYER

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises.

Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, sylviculture et pêche » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Période	TVA nette à payer	Evolution
2011	5 572 439 935 €	+ 2,67%
2012	5 414 878 622 €	- 2,83%
2013	5 720 391 889 €	+ 5,64%
2^{ème} semestre 2012	2 683 215 170 €	+ 5,12%
2^{ème} semestre 2013	2 820 681 610 €	
Décembre 2012	483 748 280 €	- 4,01%
Décembre 2013	464 333 817 €	

Trois secteurs d'activité concourent plus particulièrement à alimenter les recettes TVA en décembre 2013 :

Commerce, réparation automobile	39,10 %
Activités financières et d'assurance	10,60 %
Activités de services administratifs et de soutien	10,60 %



Mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer

Entre le 2^{ème} semestre 2012 et le 2^{ème} semestre 2013 :

	Montant de la TVA nette à payer	Evolution
Cumul 2 ^{ème} semestre 2012	2 683 215 170 €	+ 5,12 %
Cumul 2 ^{ème} semestre 2013	2 820 681 610 €	

En Seine-Saint-Denis, les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer sont :

Production et distribution d'eau	45,10%
Administration publique	25,55%
Autres activités de service	11,29%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'électricité, de gaz	-66,65%
Divers	-15,19%
Transport et entreposage	-13,86%



Mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer entre :

Entre le 1^{er} semestre 2013 et le 2^{ème} semestre 2013

	Montant de TVA nette à payer	Evolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2013	2 899 710 279 €	- 2,73 %
Cumul 2 ^{ème} semestre 2013	2 820 681 610 €	

En Seine-Saint-Denis, les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'eau	21,93%
Commerce, réparation automobile	3,30%
Industrie manufacturière	1,31%

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

Production et distribution d'électricité, de gaz	-72,46%
Hébergement et restauration	-40,41%
Arts, spectacles et activités récréatives	-32,60%



SYNTHESE

Données globales : Seine-Saint-Denis

En milliard d'euros (situation cumulée)

Période	Chiffre d'affaires		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2011	136.90	+3,38%	1.15	+2.08%	5.57	+2.67%
Année 2012	143.63	+4,91%	1.16	+1.13%	5.41	-2.83%
Année 2013	141.01	- 1,77%	1.19	+2.98%	5.72	+5.64%
2 nd semestre 2012	70.07	+1,48%	0.591	+3.04%	2.68	+5.12%
2 nd semestre 2013	71.11		0.609		2.82	
1 ^{er} semestre 2013	69.98	+ 1,63%	0.584	+4.24%	2.90	-2.73%
2 nd semestre 2013	71.11		0.609		2.82	

Données globales : Région Ile de France

En milliard d'euros (situation cumulée)

Période	Chiffre d'affaires		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2011	2 137.51	+7,17%	21.27	+7.32%	83.68	+5.5%
Année 2012	2 235.33	+4.58%	24.75	+16.36%	84.70	+1.23%
Année 2013	2 299.61	+2.88%	22.21	-10.27%	85.55	+0.99%
2 nd semestre 2012	1 074.57	+10.46%	11.06	-3.00%	40.74	+2.28%
2 nd semestre 2013	1 186.94		10.73		41.66	
1 ^{er} semestre 2013	1 112.67	+6.67%	11.48	-6.57%	43.88	-5.05%
2 nd semestre 2013	1 186.94		10.73		41.66	



EVOLUTION DES RECETTES D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Période	Recettes	Evolution
Année 2011	740 058 402 €	9,87
Année 2012	736 312 941 €	-0,51
Année 2013	681 470 650 €	-7,45

Evolution des recettes cumulées au titre du semestre :

Période	Recettes	Evolution
2 ^{ème} semestre 2012	288 221 391 €	-8,51 %
2 ^{ème} semestre 2013	263 680 232 €	

Evolution des recettes cumulées au titre du mois de décembre 2013 :

Période	Recettes	Evolution
Décembre 2012	128 964 644 €	- 11,31 %
Décembre 2013	114 383 963 €	

Les recettes d'impôt sur les sociétés ont diminué de 7,45% en 2013 par rapport l'année 2012.

La baisse atteint 11.31% si l'on compare les seuls mois de décembre 2012 et décembre 2013.



EVOLUTION DE L'ENCOURS DES NOTAIRES DE SEINE-SAINT-DENIS

Année 2011	338 999,64 €	+ 9,36 %
Année 2012	314 800,00 €	- 7,14 %
Année 2013	300 993,13 €	-4,39%

Evolution de l'encours moyen des notaires au titre du semestre :

2ème semestre 2011	341 945,47 €	+ 3,86 %
2ème semestre 2012	310 941,60 €	- 9,07 %
2ème semestre 2013	306 655,05 €	-1,38 %

Evolution de l'encours moyen des notaires au titre du mois de juin :

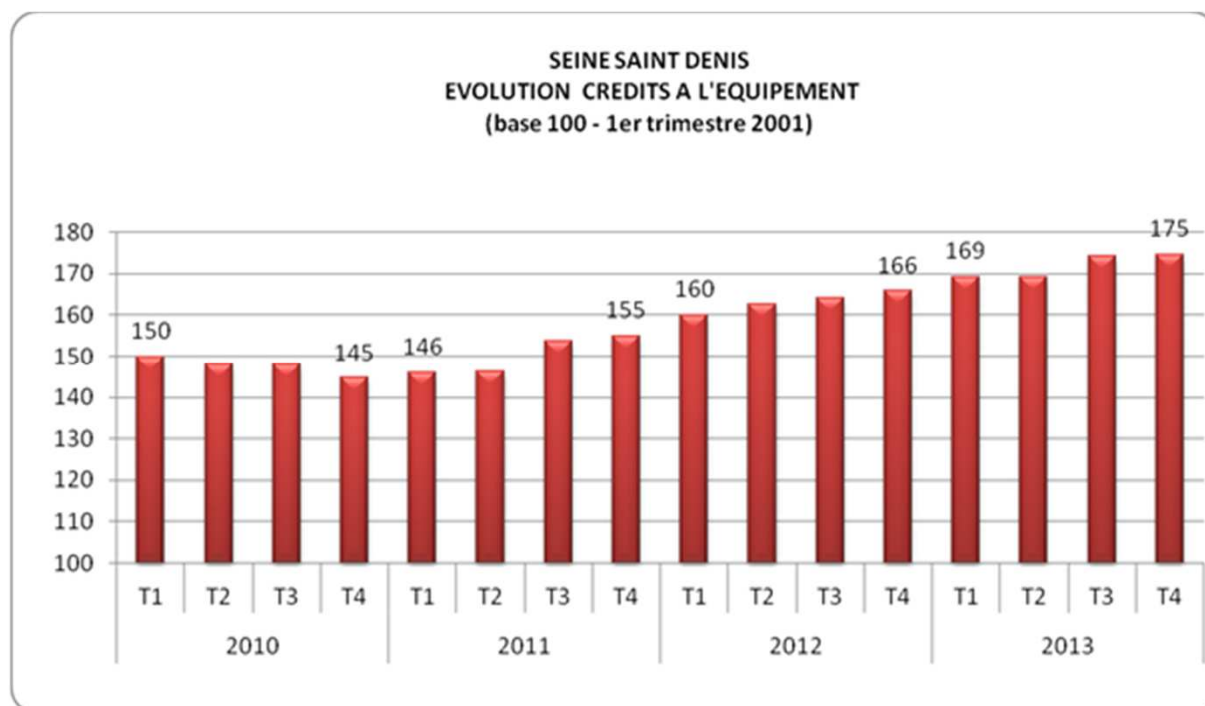
Décembre 2011	335 326,80	- 8,23 %
Décembre 2012	312 514,00	- 6,80 %
Décembre 2013	329 026,10	5,25%

Le montant moyen des encours des notaires a diminué de 11,21% entre 2011 et 2013.

Il est à noter que la baisse n'atteint qu'1,88% si l'on compare les seuls mois de décembre 2011 et décembre 2013.



EVOLUTION DES CREDITS A L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES



Les encours n'évoluent pas au quatrième trimestre 2013, la croissance annuelle étant de + 5,42 %.

Celle-ci apparaît relativement stable depuis le rebond observé à partir du troisième trimestre 2011.



LES ENTREPRISES : INNOVATION

Actualité des pôles de compétitivité

DIRECCTE Ile-de-France

Pas de contribution ce semestre



LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D’AFFAIRES



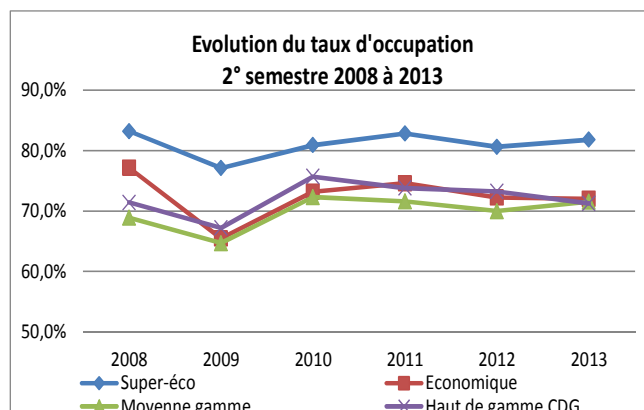
L'hôtellerie

L'activité hôtelière reste globalement stable mais le revenu par chambre reste orienté à la hausse

Des taux d'occupation globalement stables

La fréquentation hôtelière au second semestre 2013 reste proche de celle constatée au second semestre 2012 : les établissements des catégories inférieures et de moyenne gamme présentent des taux d'occupation stables ou en légère hausse (de -0.2 à +1.1 point) alors que les hôtels haut de gamme de la plate-forme CDG sont en recul de 2 points.

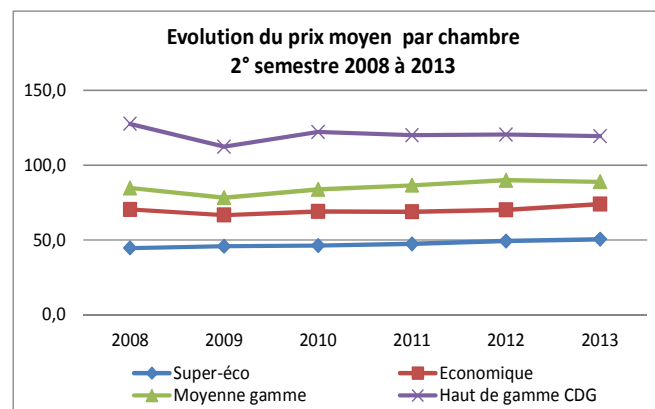
Ces chiffres confirment une tendance que l'on constate sur une période plus longue. Ainsi le taux d'occupation de 2013 est au même niveau qu'en 2010. Par contre on note un recul de 3,5 points pour les établissements haut de gamme de CDG ; ce tassement concerne aussi les autres catégories sur la plate-forme aéroportuaire.



Taux d'occupation 2 ^e semestre	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Super-éco	83,2%	77,1%	80,9%	82,9%	80,7%	81,8%
Economique	77,2%	65,5%	73,2%	74,6%	72,2%	72,0%
Moyenne gamme	68,9%	64,7%	72,3%	71,6%	70,0%	71,6%
Haut de gamme CDG	71,4%	67,2%	75,7%	73,8%	73,3%	71,2%

Des tendances sur les prix contrastées selon les catégories

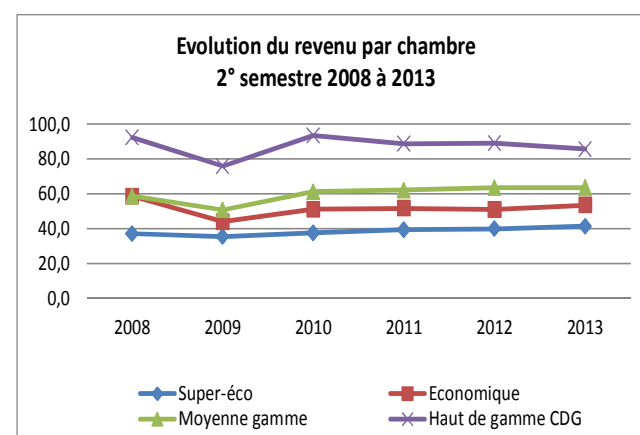
Les prix poursuivent leur progression pour catégories super-économique (+2,4%) et économique (+5,6%). Elles marquent un léger recul pour la moyenne gamme (-1,1%) et le haut de gamme de CDG (-1%)



Prix moyen par chambre 2 ^e semestre	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Super-éco	44,6	45,8	46,3	47,4	49,3	50,5
Economique	70,4	66,6	69,0	68,8	70,0	73,9
Moyenne gamme	84,7	78,2	83,8	86,5	89,9	88,9
Haut de gamme CDG	127,6	112,3	122,2	119,9	120,4	119,3

Le revenu par chambre continue de progresser sauf en haut de gamme

Le revenu moyen par chambre continue de progresser dans les catégories super-économique (+3,7%) et économique (4,9%). Il est stable en moyenne gamme et régresse dans les établissements haut de gamme de CDG (-3,8%). Des évolutions qui confirment la tendance longue sur la période 2010 2013.



Revenu par chambre 2 ^e semestre	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Super-éco	37,1	35,3	37,6	39,4	39,9	41,4
Economique	58,6	44,0	51,1	51,7	51,0	53,5
Moyenne gamme	58,6	50,8	61,2	62,1	63,5	63,6
Haut de gamme CDG	92,3	75,9	93,5	88,7	89,0	85,6



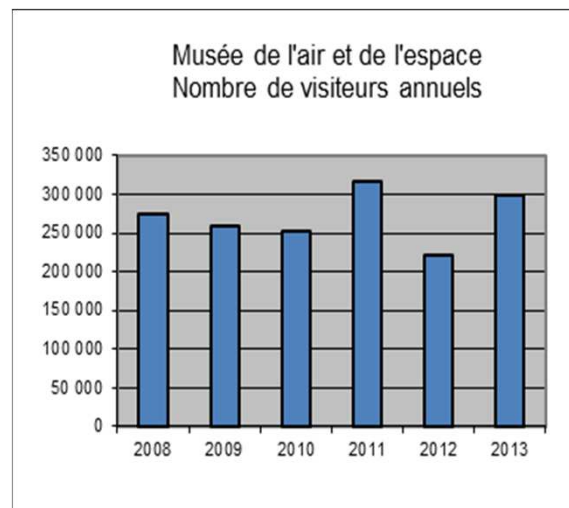
Les principaux lieux touristiques

La fréquentation des sites de tourisme évolue faiblement en 2013 avec un bon deuxième semestre au Musée de l'Air et au Stade de France

Le Musée de l'air et de l'espace

La fréquentation annuelle du Musée de l'air et de l'espace recule légèrement (-3%). En effet la hausse apparente doit être corrigée de l'effet du salon de l'aéronautique et de l'espace. Hors effet salon, le nombre de visiteurs s'élève à 214 000. Le recul marqué du premier semestre a été en grande partie compensé par de bons chiffres dans la deuxième moitié de l'année (+ 17%). Ce rebond est en partie lié à des opérations de vente en ligne massives avec des opérateurs spécialisés.

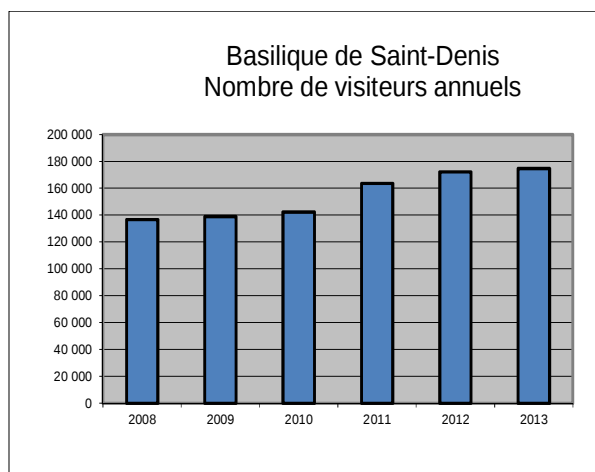
Musée de l'air et de l'espace	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de visiteurs annuels	274 678	259 539	253 007	317 532	221 882	297 785



La Basilique de Saint-Denis

La forte hausse de la fréquentation de la Basilique engagée en 2011 et qui s'était poursuivie en 2012 marque le pas en 2013 avec près de 175 000 visites (+1,5%). Après une forte hausse au premier trimestre, le nombre de visiteurs a reculé le reste de l'année (-6% sur le deuxième trimestre). Ces chiffres peuvent être rapprochés d'un fléchissement de la présence de la Basilique dans les médias qui avait été forte dans la période antérieure.

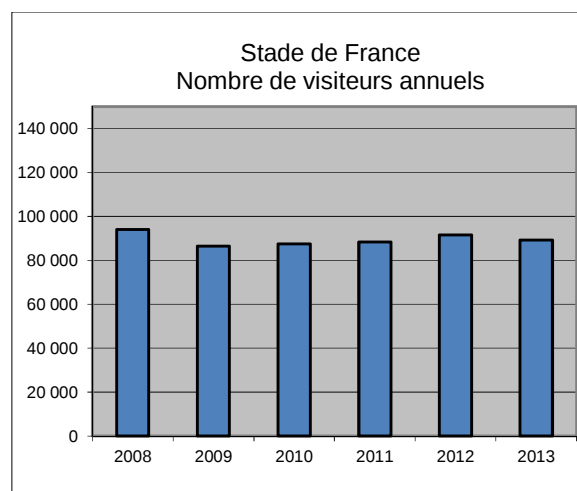
Basilique Saint-Denis	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de visiteurs annuels	136 595	139 006	142 140	163 611	172 121	174 612



Le Stade de France

La fréquentation des visites du Stade de France redescend sous la barre des 90 000 ce qui représente une baisse de 2,5% par rapport à 2012. Il faut toutefois noter que le très important programme d'événements qui a caractérisé l'année 2013 a réduit le nombre de journées d'ouverture des visites au public. Le premier semestre avait été marqué par un fort repli (-9%) alors que le second semestre est en hausse de 7%.

Stade de France	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de visiteurs annuels	94 115	86 609	87 634	88 355	91 529	89 284





Paris Nord Villepinte

Pour l'année 2013, Paris Nord Villepinte a accueilli **85 événements dont 23 salons** (21 salons professionnels et 2 salons Grand Public) et près de 2 millions de visiteurs dont 1.7 millions de visiteurs de salons.

Voici quelques tendances des salons du 2^e semestre :

Batimat , interclima, Ideo' Bain

Le 2^e semestre a été marqué par le transfert de 3 salons BATIMAT, Interclima et Ideo'Bain - rendez-vous mondial du bâtiment et de l'architecture, qui avaient lieu jusqu'à maintenant sur le parc des expositions de Paris expo Porte de Versailles.

Ce challenge et regroupement réussi a réuni 353 632 visiteurs, dont 19% de l'étranger et 2526 exposants dont 45% de l'étranger. Le déplacement des 3 salons correspond aux attentes des exposants, permettant une sectorisation logique des activités par hall et un excellent flux entre chaque espace.

Maison et Objet

Avec 2,5% d'exposants supplémentaires, cette édition confirme la place majeure de l'événement dans l'économie du secteur, malgré un climat d'affaires encore tendu en Europe.

Chiffres clés

3 281 exposants, 130 000 m² nets de stands

66 220 visiteurs uniques dont 47% d'internationaux

105 753 visites de professionnels sur les 5 jours du salon

2 828 journalistes dont 38% d'internationaux (progression de 7,5% du nombre de journalistes internationaux)

Top 5 des progressions en visitorat international

- Corée du Sud + 34,37%
- Japon + 21,62%
- Australie + 14,97%
- Espagne + 14,87%
- Grande-Bretagne + 10,27%

Salon du cheval

Avec une forte fréquentation durant les week-ends, particulièrement le 2^e qui a connu un record d'affluence (+ 5 % vs 2012) et un visitorat en semaine en légère baisse, le salon du Cheval de Paris a accueilli un peu plus de 147 000 visiteurs, confirmant ainsi sa position de leader en France.

Pollutec

Fréquentée par 26 876 professionnels dont 18% d'internationaux, cette nouvelle édition parisienne a confirmé le dynamisme des grands groupes, PME, TPE et start-up innovantes dans l'ensemble des filières de l'environnement et du développement durable ainsi que l'intérêt des professionnels pour ces différents enjeux. En témoignent les nouveaux produits ou services présentés par les 1194 exposants, les échanges et débats suivis par plus de 7 300 congressistes sur les espaces thématiques et le Plateau TV, ainsi que les différents prix remis sur le salon.

Milipol

Bilan très positif avec 915 exposants dont 64% d'internationaux et 25 834 visiteurs de 150 pays.



Paris Le Bourget

Pour l'année 2013, Paris Le Bourget a accueilli 22 événements, dont 9 et près de 800 000 visiteurs, dont 650 000 visiteurs de salons.

Le 2eme semestre a été marqué par la tenue des salons Texworld, Véhicules de Loisirs, Automedon, Funéraire

Texworld – septembre

Un visitorat stable par rapport à la session de septembre dernier, 14 420 visiteurs de 104 pays sont venus durant les 4 jours.

Véhicules de Loisirs

Le salon a accueilli 97 116 visiteurs. 2/3 des visiteurs viennent chaque année. Plus de 200 stands de camping-cars, résidences mobiles, caravanes... sur 200 000 m² répartis en 5 halls et un vaste espace extérieur.

Funéraire

Funéraire Paris 2013 conforte sa position de leader

- 225 exposants
- 20% de sociétés étrangères représentant 12 pays (Allemagne, Belgique, Chine, Inde, Croatie, Espagne, Hongrie, Lituanie, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)
- 24% de nouveaux exposants
- Tous les secteurs représentés
- 6000 visiteurs : stabilité du visitorat par rapport aux éditions 2009 et 2011



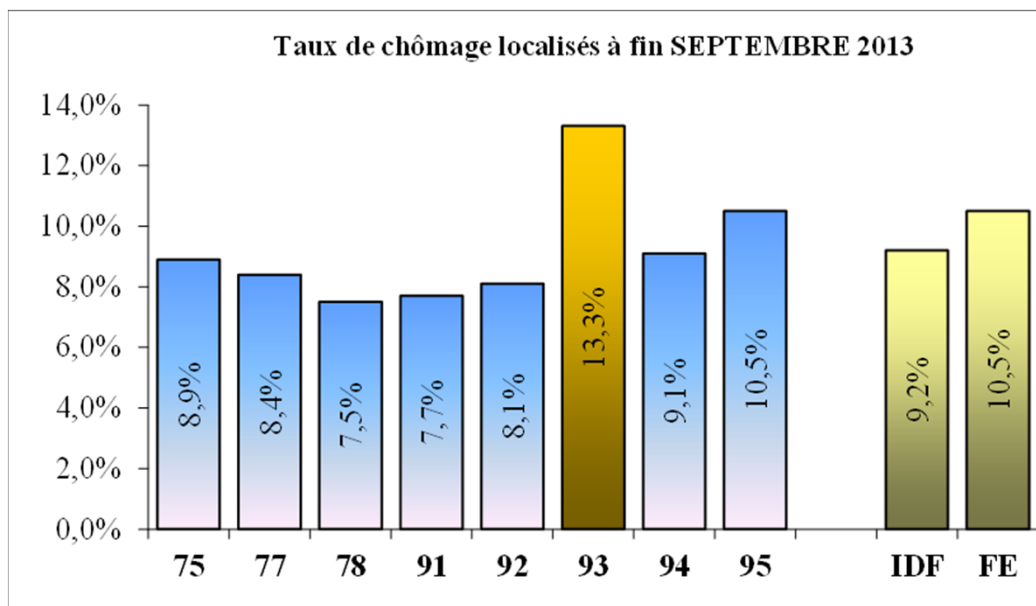
LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI



Les taux de chômage en Ile-de-France :

A la fin du mois de septembre 2013, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **13,3%**⁽¹⁾, contre 9,2% en Ile-de-France et 10,5% pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il augmente de 0,2 point sur un trimestre et de 0,8 point sur un an.



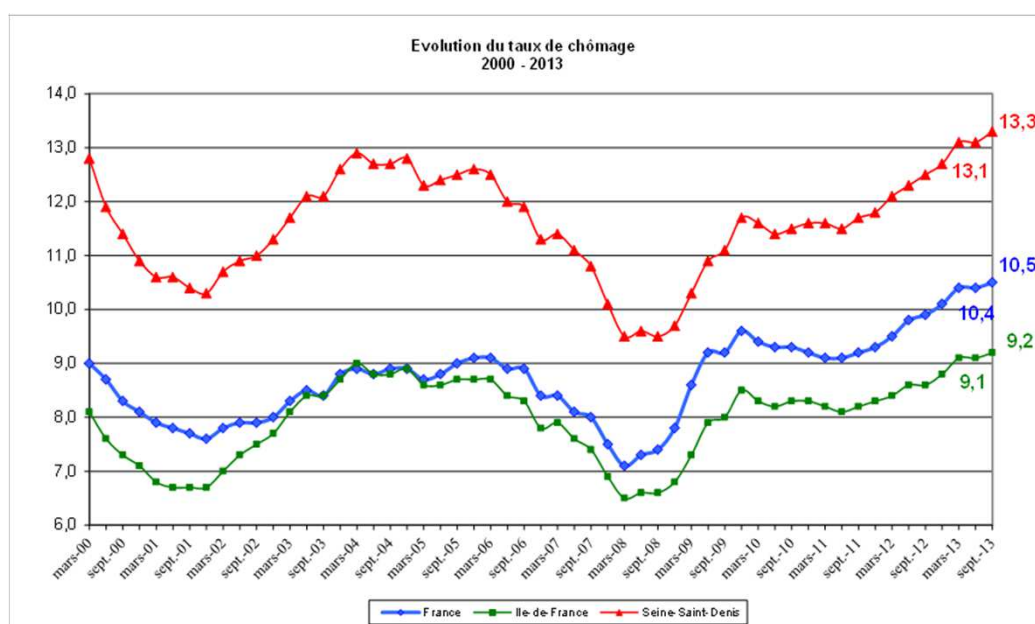
⁽¹⁾ A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors réétalonnées sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière (de 2000 à 2013) :

Fin septembre 2013, après une stabilisation au deuxième trimestre 2013, le taux de chômage continue d'augmenter en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE



La demande d'emploi à fin décembre 2013 :

Fin décembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C (147 010 DEFM), augmente de +9,7% sur un an et de +59,9% depuis septembre 2008 (91 910).

Depuis janvier 1997 (date des séries statistiques disponibles), la Seine-Saint-Denis n'a jamais connu un nombre aussi élevé de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A,B,C.

La hausse atteint surtout les seniors (+14,7%) et les demandeurs d'emploi de longue durée (+12,9%) ; le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans enregistre une augmentation de +4,8% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi hommes augmente de +10% et celui des femmes de +9,4%.

Les hommes représentent 53% des demandeurs d'emploi.

Situation à fin décembre 2013	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C ⁽¹⁾ (données CVS), dont :	147 010	+9,7 %
– femmes	68 870	+9,4 %
– hommes	78 140	+10 %
– DELD	61 560	+12,9 %
– moins de 25 ans	17 080	+4,8%
– 50 ans et plus	32 160	+14,7 %
a) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C données brutes (cumul annuel), dont :	180 882	+3,4%
– jeunes de moins de 25 ans	44 255	+1,5%
– femmes	87 266	+2 ,5%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

⁽¹⁾ Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

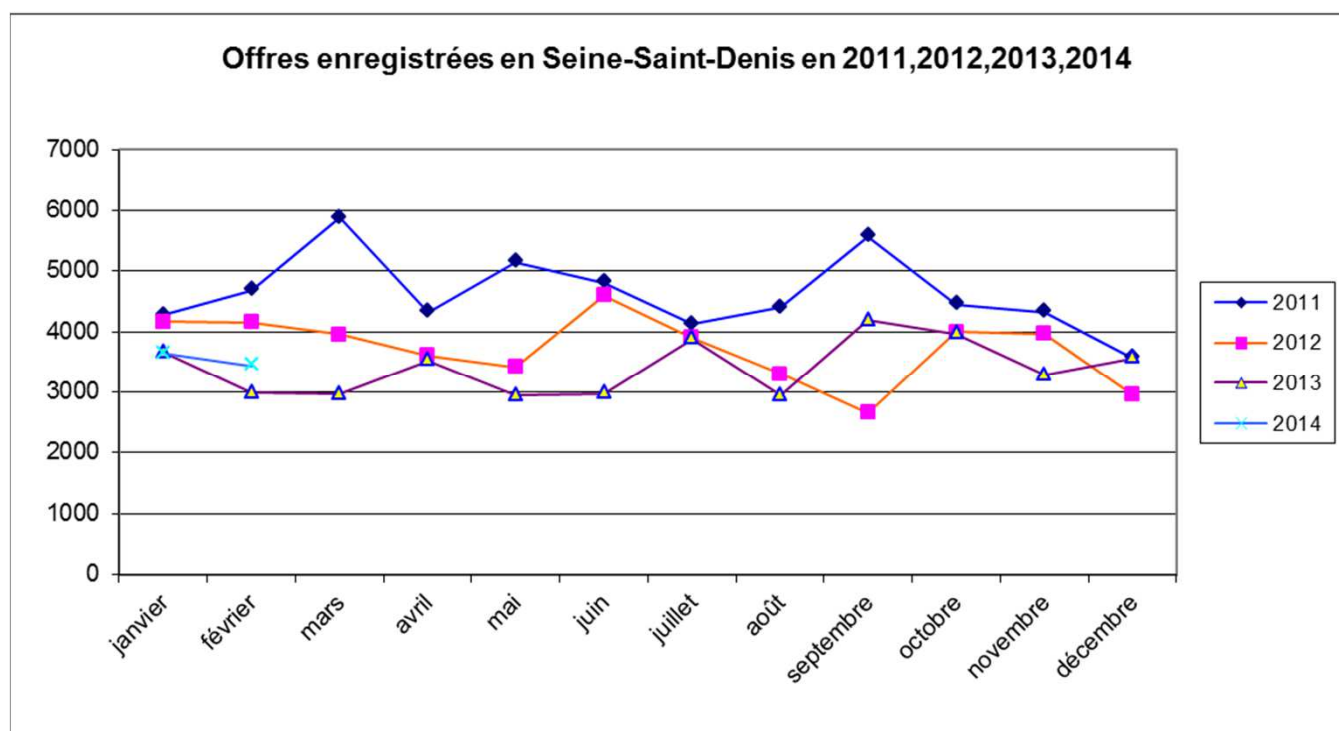
catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



Les offres d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2011, 2012 , 2013 et 2014

Structure géographique de l'établissement :

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
2011	4 273	4 682	5 875	4 324	5 152	4 811	4 123	4 406	5 569	4 451	4 323	3 562
2012	4 170	4 160	3 962	3 605	3 413	4 604	3 906	3 297	2 659	3 996	3 970	2 948
2013	3 657	2 983	2 963	3 529	2 944	2 975	3 887	2 941	4 193	3 970	3 277	3 563
2014	3 639	3 434	801									





Offres d'emploi enregistrées et offres d'emploi satisfaites 2012-2013 en Seine-Saint-Denis par type et taille

OEE Seine-Saint-Denis par type d'offres (cumul annuel)

	2012	2013	Evolution
Total	36 919	40 818	-10,6 %
Emploi durable	20 131	24 971	24 %
Emploi temporaire	13 259	12 604	-4,9 %
Emploi occasionnel	3 529	3 243	-8,1 %

OEE Seine-Saint-Denis par taille d'établissement (cumul janvier-août)

	2012	2013	Evolution
Total	36 919	40 818	10,6 %
K0	2 234	5 270	135,9 %
1 à 9 salariés	12 680	11 425	-9,9 %
1 à 49 salariés	9 636	10 799	12,1 %
50 salariés et plus	11 751	11 535	-1,8 %
Non défini	618	1 789	189,5 %

Offres satisfaites par type d'offres (cumul janvier-août)

	2012	2013	Evolution
Total	31 875	36 356	14,1 %
Emploi durable	17 036	21 942	28,8 %
Emploi temporaire	11 928	11 497	-3,6 %
Emploi occasionnel	2 911	2 917	0,2 %



Offres enregistrées par secteur NAF (cumul annuel)

	2012	2013	Evolution
TOUS NAF	36 919	40 818	10,6 %
01 AGRICULTURE	12	14	16,7 %
02 INDUSTRIE	1 350	1 178	-12,7 %
03 B.T.P	2 095	2 163	3,2 %
G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	5 390	6 992	29,7 %
H TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	2 157	2 010	-6,8 %
I HEBERGEMENT ET RESTAURATION	1 745	2 205	26,4 %
J INFORMATION ET COMMUNICATION	2 047	1 150	-43,8 %
K ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	1 113	1 057	-5 %
L ACTIVITES IMMOBILIERES	285	395	38,6 %
M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	3 084	3 073	-0,4 %
N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	8 114	9 069	11,8 %
O ADMINISTRATION PUBLIQUE	2 583	2 958	14,5 %
P ENSEIGNEMENT	1 677	2 533	51 %
Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	2 759	2 968	7,6 %
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	505	609	20,6 %
S AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	1 934	2 365	22,3 %
T ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS, ACTIVITES INDIFFERENCIEES DES MENAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	48	7	-85,4 %
U ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	0	0	0
Non Renseigné	21	72	242,9 %



Offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES)

Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (41 531) diminue de -9,8% sur un an.

Les offres d'emploi durable (24 959) représentent 60% des offres et enregistrent une légère hausse de +0,2% sur un an. Les offres d'emploi temporaire (12 629) représentent 30% des offres et régressent de -24,5% sur un an.

Les offres d'emploi occasionnel (3 943) représentent 10% des offres, elles diminuent de -10,1% sur un an.

Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (37 653 offres tous types) enregistrent une baisse de -5,5% sur un an.

Situation à fin décembre 2013	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Offres d'emploi enregistrées tous types données brutes (cumul annuel), dont :		41 531	-9,8 %
– offres d'emploi durable	60 %	24 959	+0,2 %
– offres d'emploi temporaire	30 %	12 629	-24,5 %
– offres d'emploi occasionnel	10 %	3 943	-10,1%
Offres d'emploi satisfaites tous types, données brutes (cumul annuel)		37 653	-5,5%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UT 93)

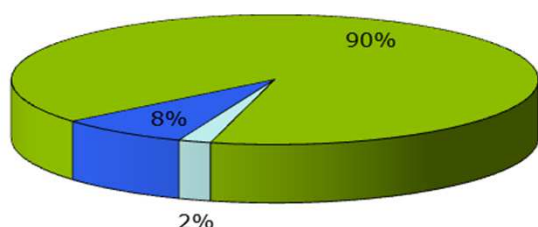


Evolution des déclarations uniques d'embauches (DUE) Seine-Saint-Denis

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 2013*	Poids secteur	Evolution 13/12
I N D U S T R I E	Industries agro alimentaire	3 577	0,59%	45,23%
	Cokéfaction et raffinage	31	0,01%	82,35%
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	736	0,12%	-6,95%
	Fabrication de matériels de transport	538	0,09%	-19,94%
	Autres produits industriels	7 438	1,22%	-1,83%
	Industries extractives, énergie, eau	1 740	0,28%	-10,81%
	INDUSTRIE	14 060	2,30%	4,37%
CONST.	CONSTRUCTION	48 719	7,97%	15,67%
T E R T I A I R E	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	52 529	8,60%	0,27%
	Transport	31 272	5,12%	-1,01%
	Hébergement et restauration	80 243	13,13%	-18,68%
	Information et communication	93 860	15,36%	-2,84%
	Activités financières et d'assurance	7 000	1,15%	0,21%
	Activités immobilières	1 920	0,31%	-5,79%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	109 580	17,94%	-8,12%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	72 923	11,94%	8,63%
	Autres activités de services	98 865	16,18%	-1,52%
	TERTIAIRE	548 192	89,72%	-4,67%
AUTRES	Activités diverses et non classées	6	0,00%	-
	TOTAL hors interim	610 977	100,00%	-3,12%

* Données provisoires

Répartition des DUE par activités



Les données du graphiques : 2013

TERTIAIRE	548 192	89,72 %
INDUSTRIE	14 060	2,30 %
CONSTRUCTION	48 719	7,97 %
	610 971	100,00 %

■ TERTIAIRE
■ INDUSTRIE
■ CONSTRUCTION

La diminution du nombre de déclarations uniques d'embauches observée au 1er semestre 2013 se confirme pour l'année 2013.

Le nombre déclarations uniques d'embauches diminue de 3,12% (19 708 DUE en moins).

Seuls les secteurs de la construction et de l'industrie voient leurs nombres de DUE augmentés de 15,67% et 4,37%.



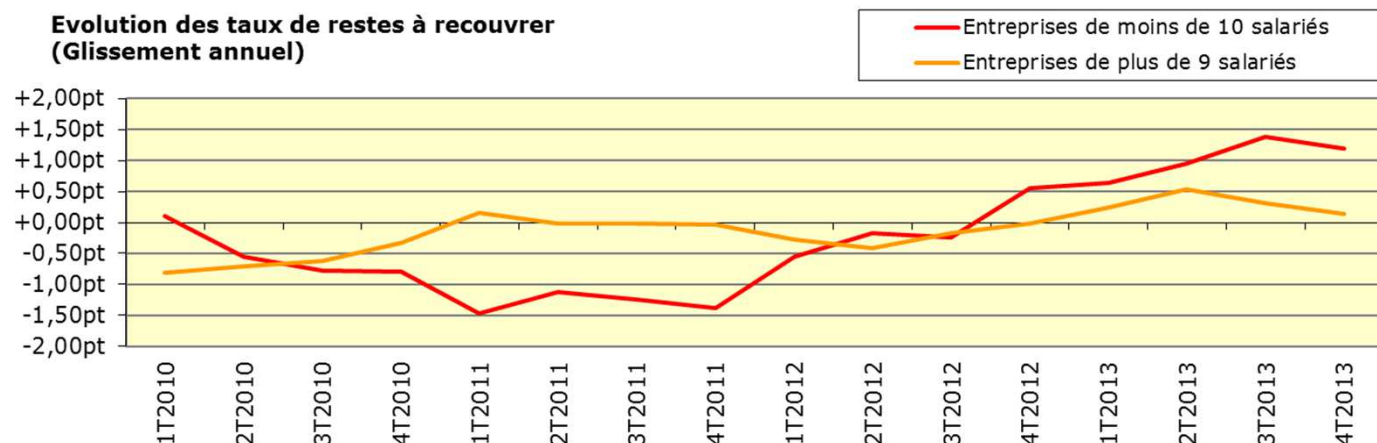
Indicateurs de suivi du secteur privé (évolution annuelle à fin décembre 2013)

Entreprises de moins de 10 salariés

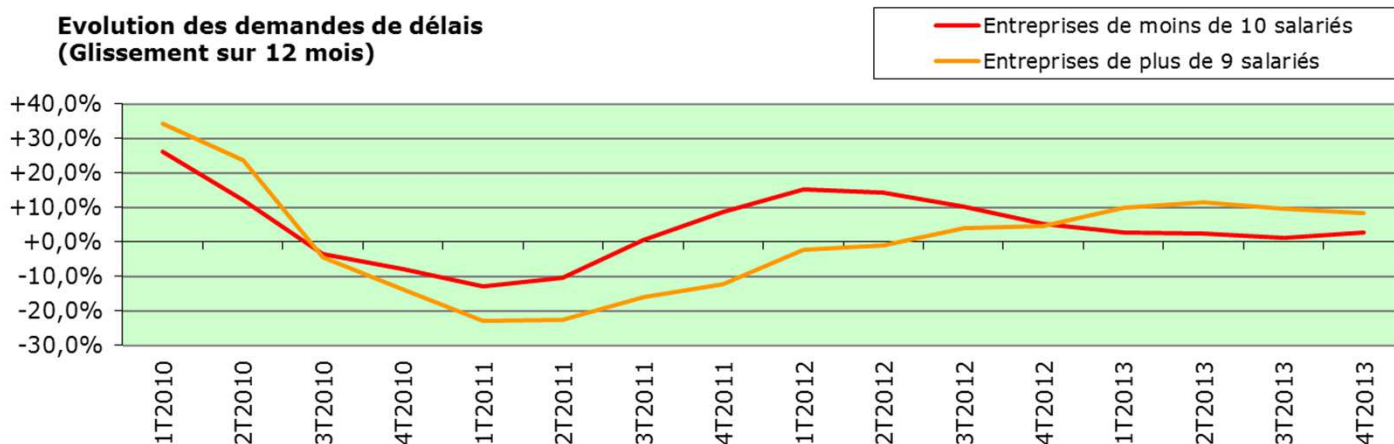
Taux de restes à recouvrer	+ 1,19pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+ 2,7 %

Entreprises de plus de 9 salariés

Taux de restes à recouvrer	+ 0,14pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+ 8,3 %



Taux de restes à recouvrer : montant des cotisations non soldés par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises





Indicateurs de rotation du fichier Urssaf Seine Saint Denis

2013	Nombre d'immatriculations	Nombre de radiations
Comptes Régime général	7 559	4 554
Comptes Auto entrepreneurs	8 030	5 625

2013	Nombre immatriculations et radiations 2013
Comptes Régime général	1 212
Comptes Auto entrepreneurs	1 048

2013	% par rapport aux immatriculations	% par rapport aux radiations
Comptes Régime général	16,03%	26,61%
Comptes Auto entrepreneurs	13,05%	18,63%



Le revenu de solidarité active (RSA)

Nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis (décembre 2009 à décembre 2013) source : CAF

Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Total RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Mars_10	55 277	14 262	6 194	75 733
Juin_10	56 227	14 574	6 030	76 831
Sept_10	56 172	14 391	6 238	76 801
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Mars_11	58 439	14 564	6 463	79 466
Juin_11	58 717	14 932	6 616	80 265
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Mars_12	59 879	14 801	7 188	81 868
Juin_12	60 771	15 289	7 329	83 389
Sept_12	61 961	15 209	7 522	84 692
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702

La situation continue de se dégrader en ce qui concerne les allocataires du Revenu Solidarité Active (RSA) en Seine-Saint-Denis.

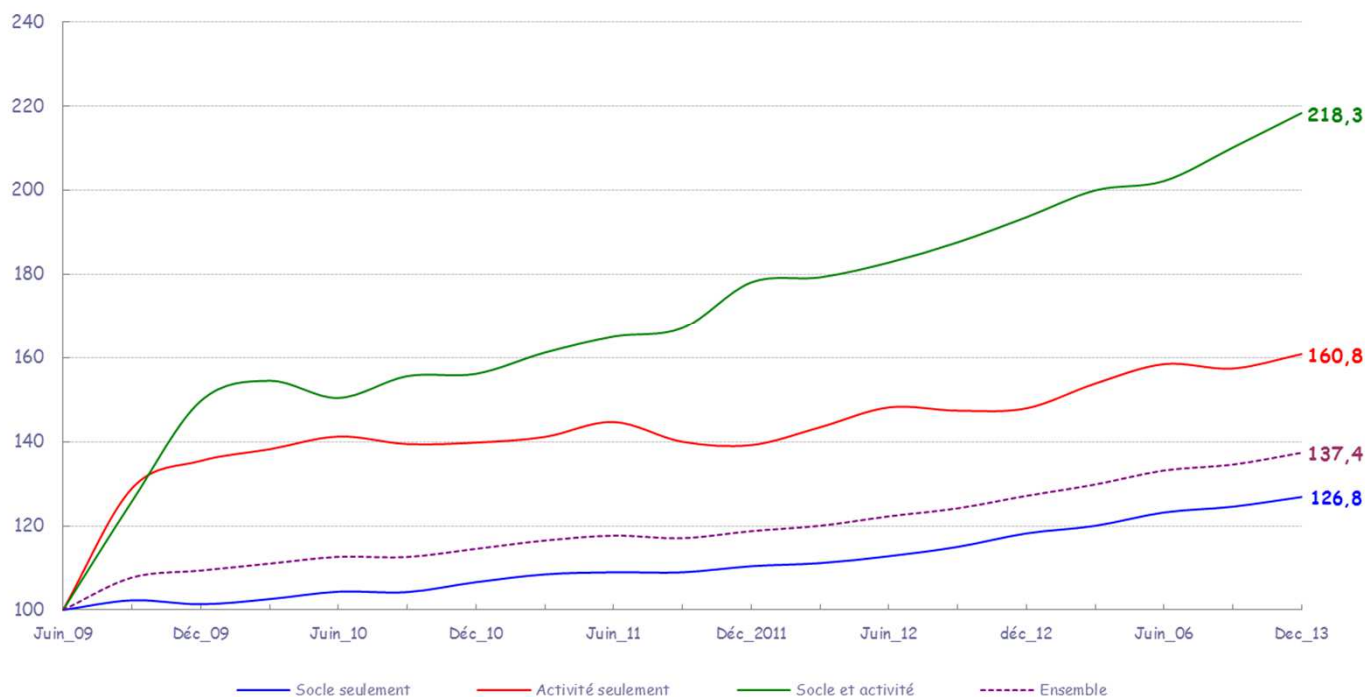
Le nombre d'allocataires du RSA est passé de 86 700 en décembre 2012 à 93 700 en décembre 2013, soit une augmentation de 8,1% en 12 mois.

Parmi ces 7000 allocataires supplémentaires, le "RSA Socle" (ex RMI) représente les 2/3 et le "RSA Activité" (les travailleurs pauvres) 19%.



Evolution des composantes du RSA en Seine-Saint-Denis

Evolution trimestrielle (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à décembre 2013 : (Source, CAF/C6)



Source : CAF93

En ce qui concerne l'évolution trimestrielle de chaque composante, on constate que depuis la création de ce dispositif, le "RSA Socle" a augmenté de 27%, le "RSA Activité" de 61% et le "RSA Socle et Activité" de 118%,

LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée)



Comparaison entre les départements franciliens

Département	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	déc.-13	Evolution (en %) déc09/dec13
Seine-et-Marne	25 385	27 830	29 319	31 700	34 867	37,4
Val d'Oise	28 206	31 262	32 462	34 364	37 334	32,4
Essonne	23 157	24 567	25 544	27 563	30 413	31,3
Yvelines	21 483	23 388	23 660	25 056	26 975	25,6
Seine-Saint-Denis	74 599	78 131	81 000	86 714	93 702	25,6
France métropolitaine	1 697 357	1 797 714	1 879 730	1 933 224	2 066 716	21,8
Ile-de- France	320 271	336 690	344 752	362 306	388 357	21,3
Val de Marne	38 894	40 997	42 312	43 978	47 109	21,1
Hauts-de-Seine	35 613	35 602	35 503	36 701	38 771	8,9
Paris	72 934	74 913	74 952	76 230	79 186	8,6

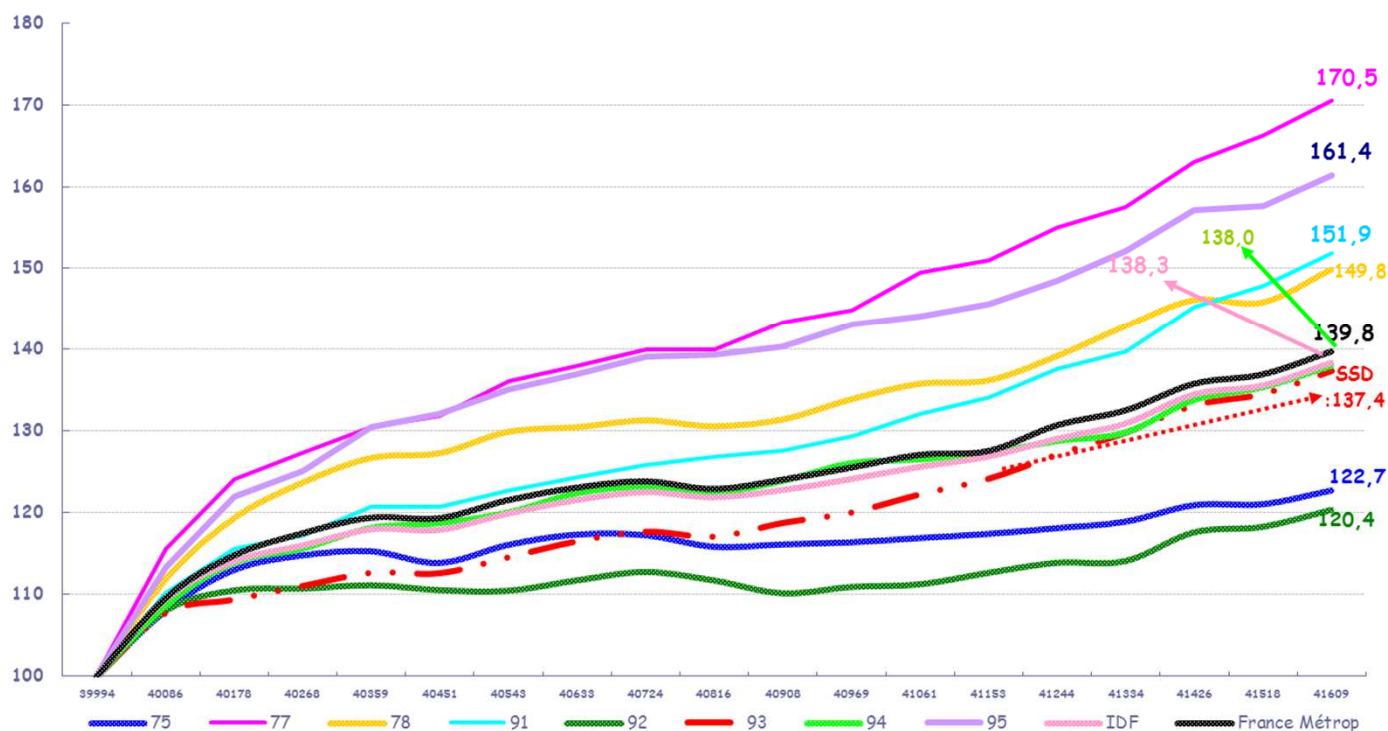
Source : CAF93

En nombre d'allocataires, le département de la Seine-Saint-Denis est le premier en Île de France devant Paris, bien qu'en terme de population il occupe la troisième place.



Evolution comparative

Evolution dun nombre d'allocataires du RSA dans les départements franciliens
de juin 2009 décembre 2013 (base 100 = juin 2009)



En terme de croissance, le nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis évolue moins vite que la moyenne francilienne.

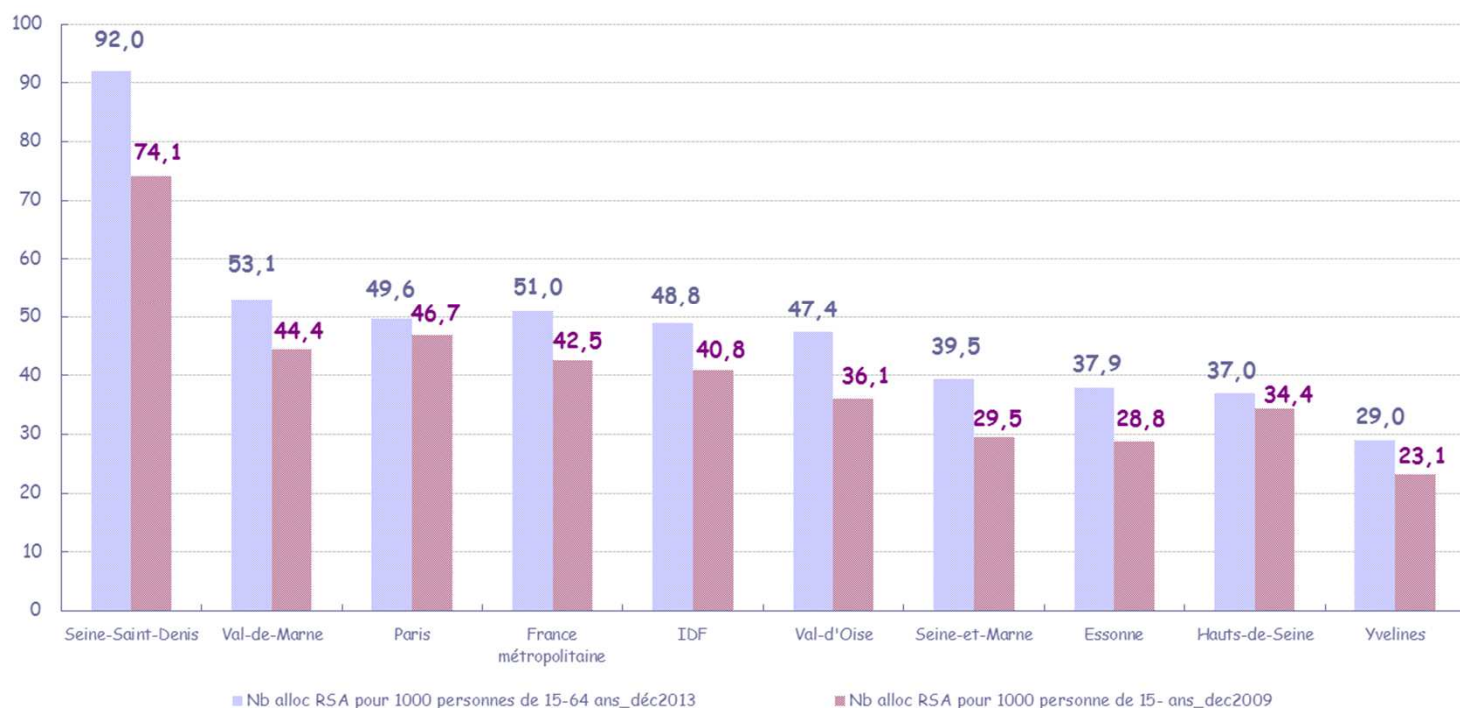
C'est dans les départements de la grande couronne qu'on enregistre les plus fortes progressions.

C'est également dans ces départements qu'on comptait les nombres d'allocataires les moins élevés en 2009.



Indice de comparaison

Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements francilien entre décembre 2009 et décembre 2013



C'est sans doute l'un des indicateurs qui éclaire sur le niveau de précarité des populations dans les départements franciliens, puisqu'il indique le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans qui entrent dans le dispositif entre décembre 2009 et décembre 2013.

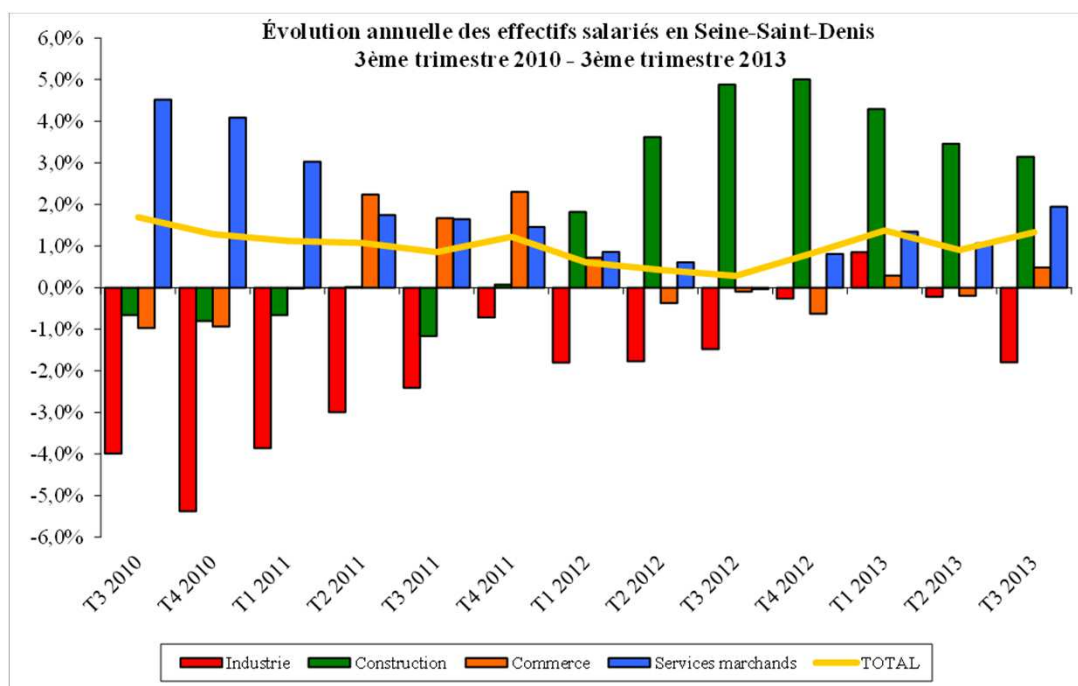
Ainsi sur 1000 personnes âgées de 15/64 ans, quand 18 personnes entrent dans le dispositif en Seine-Saint-Denis ce sont seulement 6 qui y entrent dans les Yvelines.



Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS)

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2013, les effectifs salariés (392 425 emplois) augmentent de +0,1% sur un trimestre (+445 emplois) et de +1,3% sur un an, soit +5 148 emplois.

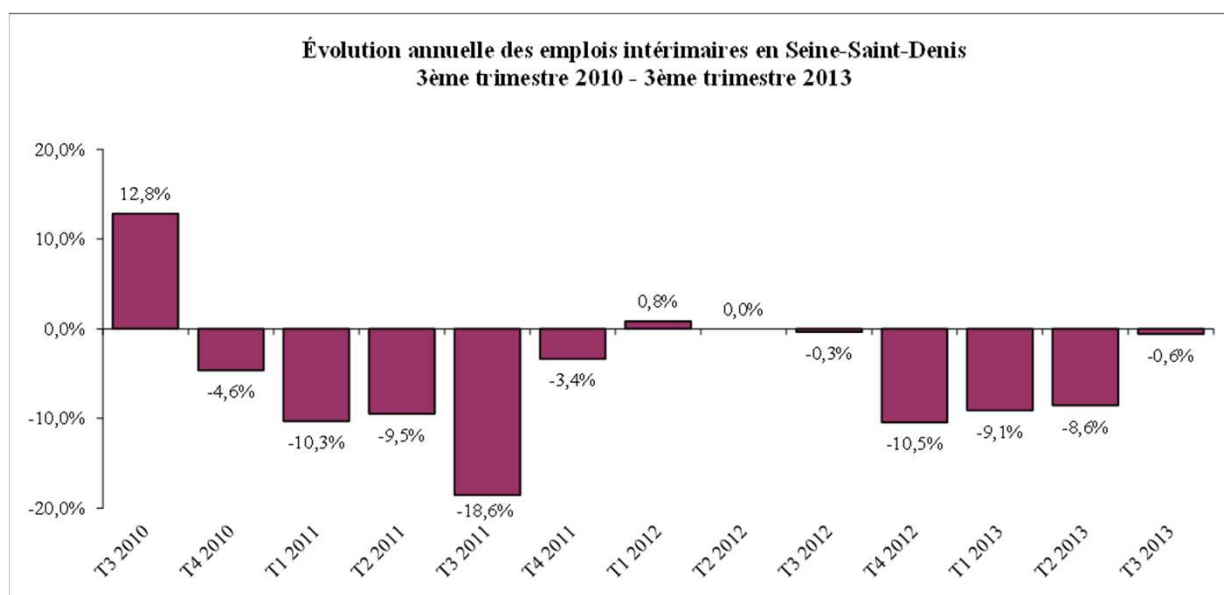
Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (-1,8%), Construction (+3,1%), Commerce (+0,5%) et Services marchands (+1,9%).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité (données CVS)

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2013, le nombre d'intérimaires (6 256) augmente de +1,2% sur un trimestre mais diminue de -0,6% sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)



Le recours au chômage partiel

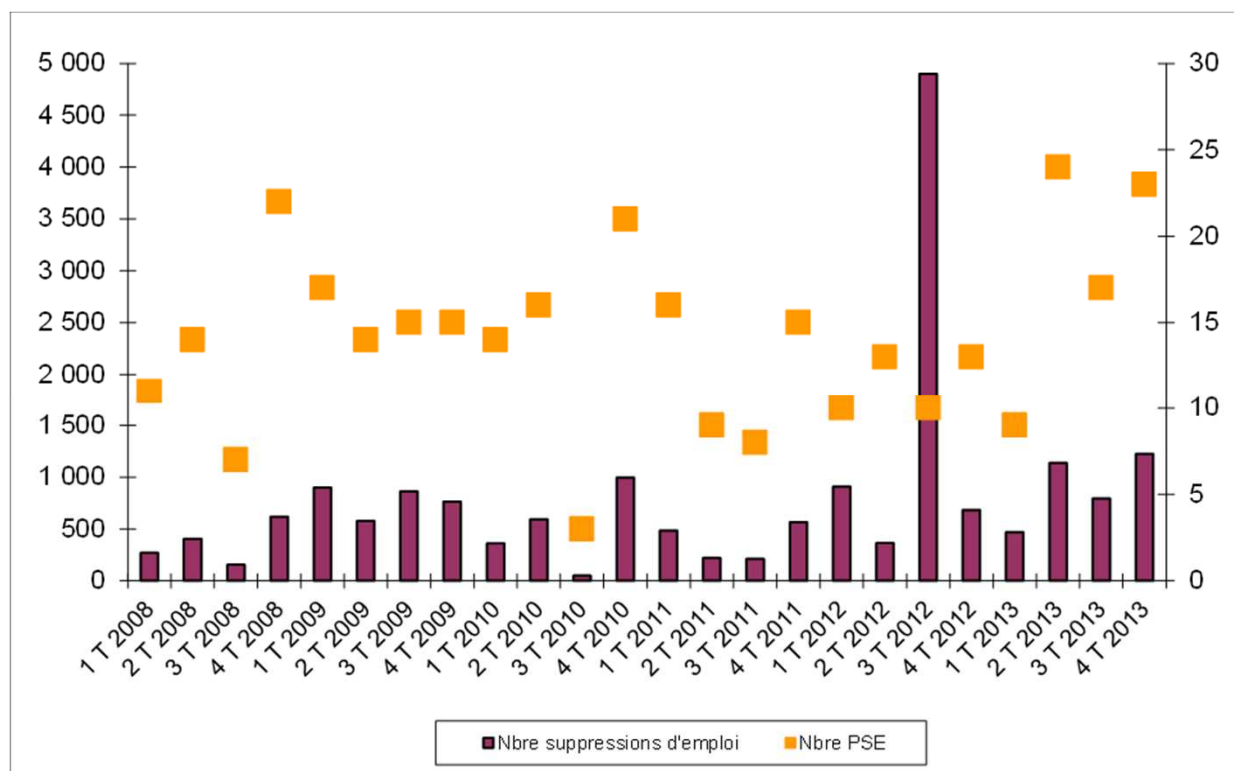
Sur le quatrième trimestre 2013, hors PSA, 117 628 heures de chômage partiel ont été autorisées, concernant 44 entreprises et 538 salariés. Le nombre d'heures autorisées augmente de +60,8% ; celui des entreprises ayant eu recours au chômage partiel diminue de -8,3% et celui des salariés concernés de -59,6% par rapport au troisième trimestre 2013 (73 140 heures de chômage partiel ont été autorisées, concernant 48 entreprises et environ 1 333 salariés).

Suite à la suppression de l'autorisation préalable entre avril et novembre 2012, il n'est pas pertinent de comparer les chiffres du second semestre 2013 à ceux de l'année 2012.

Hausse du nombre de licenciements économiques avec PSE :

Pour l'année 2013, nos services ont enregistré 70 projets de licenciements économiques avec PSE représentant 3 627 suppressions d'emploi sur le département.

Le nombre des procédures augmente de +55,5% ; celui des suppressions de postes diminue de -4,4% par rapport à 2012 (45 procédures et 3 794 suppressions de postes, hors PSA).



Source : Direccte IDF/UT 93



LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER



Volume de la construction des logements neufs (privée et sociale)

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France. Avec la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, l'objectif régional de construction a été porté à 70 000 logements par an, la part de la Seine-Saint-Denis s'élevant à un peu plus de 11 600 logements répartis sur 4 bassins de territorialisation.

En Seine-Saint-Denis, au deuxième semestre 2013, le volume des autorisations de construire de logements ordinaires est reparti à la hausse après la baisse constatée aux deux semestres précédents : avec un peu plus de 4 300 logements, l'offre projetée augmente de 12 % par rapport au premier semestre 2013.

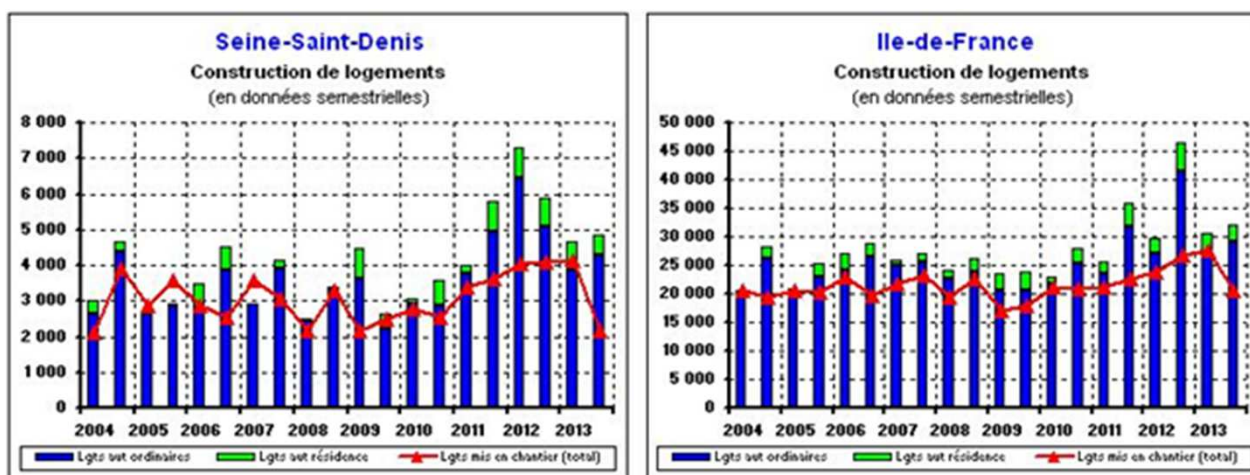
Sur la même période, le développement de l'offre de logements en résidences (pour étudiants, personnes âgées, etc) a baissé de 37 % par rapport aux deux semestres précédents, avec seulement 520 logements autorisés.

La production totale, tous types de logements confondus qui s'élève à 4 820 logements est en légère hausse (4 %) par rapport aux six premiers mois de l'année 2013.

Cependant avec à peine 9 500 logements autorisés à la construction sur l'année, le bilan 2013 de la construction de logements en Seine-Saint-Denis baisse de 28 % par rapport à 2012, avec notamment une diminution de 29 % pour les logements ordinaires qui représentent un peu plus de 8 100 unités.

L'évolution à la hausse par rapport au premier semestre 2013 se retrouve au niveau régional où le volume global des autorisations de construire (près de 32 200 logements) augmente du même ordre de grandeur qu'en Seine-Saint-Denis : +5 % par rapport au semestre précédent, avec également une hausse des logements ordinaires (environ 7 % pour un peu plus de 29 200 logements autorisés) et une baisse des logements en résidence (environ 2 900). Dans ce contexte, la part de la Seine-Saint-Denis dans l'offre régionale reste stable par rapport au semestre précédent et représente 15 %.

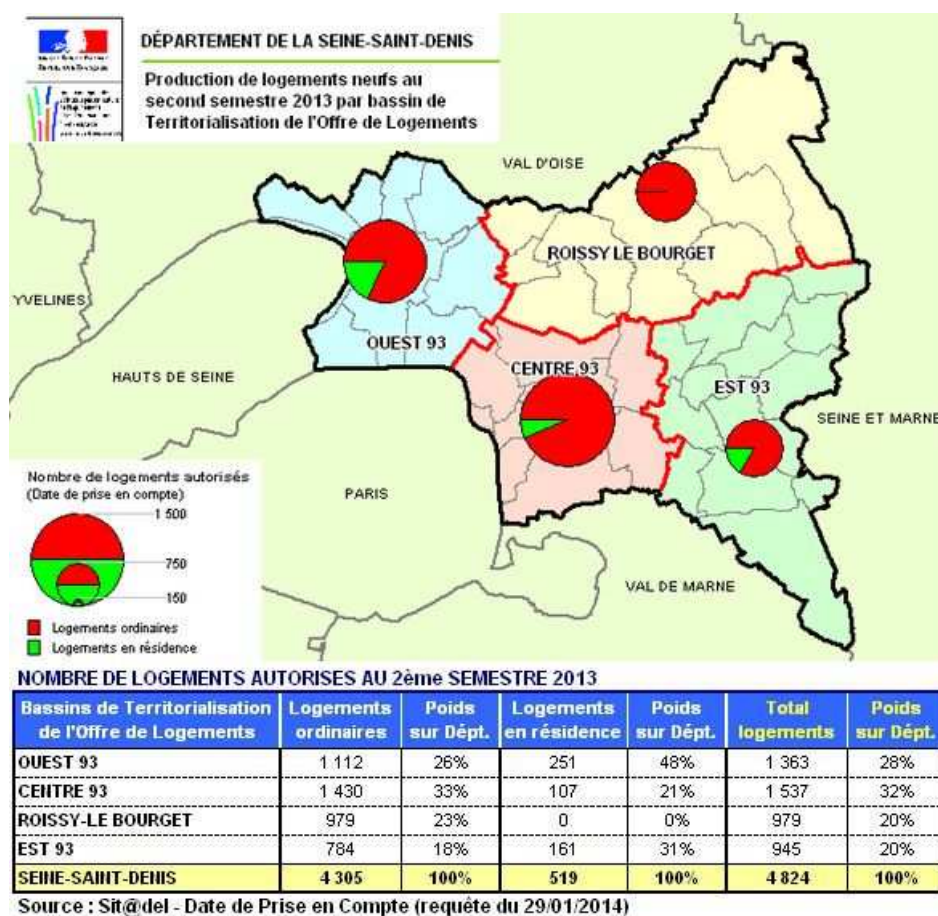
Sous réserve des aléas de la collecte des données, près de 6 300 logements auraient été mis en chantier en 2013 dans le département et environ 48 400 sur toute l'Île-de-France, soit une baisse respective de 23 et 4 % par rapport à 2012.



Source : DRIEA IF / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis (Sit@del2 en date de prise en compte)



Construction des logements neufs par territoire (privée et sociale)



Compte tenu des aléas de la collecte des données, les tendances observées au niveau infra départemental doivent être considérées avec prudence.

Au deuxième semestre 2013, la répartition de l'offre nouvelle par bassin de Territorialisation de l'Offre de Logements (bassin TOL), montre que la hausse de la production départementale s'est concentrée sur les bassins CENTRE et ROISSY-LE BOURGET, les bassins OUEST et EST se caractérisant par une baisse de la production.

La production du bassin CENTRE (secteur d'Est Ensemble/Rosny), avec plus de 1 500 logements autorisés, augmente de 33 % par rapport au premier semestre 2013. Elle représente un tiers de l'offre nouvelle départementale du semestre, moyenne observée depuis 4 ans, légèrement supérieure à la part du bassin dans le parc de logement (30 % du parc départemental d'après INSEE 2010).

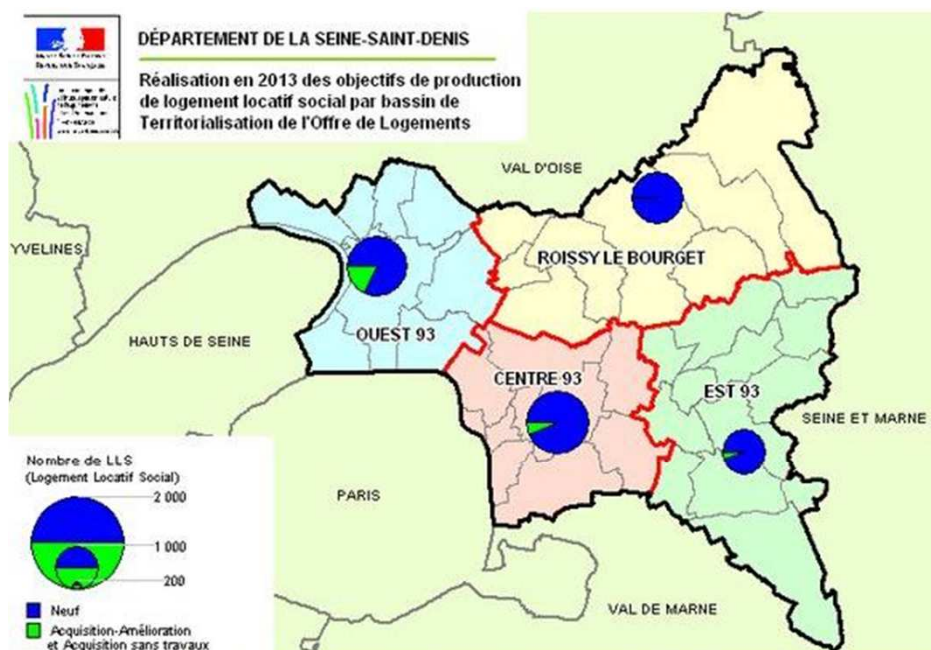
Sur le bassin de ROISSY-LE BOURGET, le volume de projets (près de 980 logements uniquement ordinaires) enregistre une hausse plus importante (+41 %). La part du secteur dans la production départementale (20 %) s'élève au niveau de son poids dans le parc départemental de logements.

Sur le bassin OUEST (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen), malgré une augmentation de 17 % de la production de logements en résidence (à Saint-Denis et Stains), la production globale de logements baisse de 15 % par rapport au premier semestre 2013 (-20 % de logements ordinaires). Le bassin reste cependant dynamique, son poids dans l'offre nouvelle (28 %) étant légèrement supérieure à sa part dans le parc départemental de logements (26 %).

Sur le bassin EST, la production de logements ordinaires augmente de 11 % et celle des logements en résidence est divisée par 3. Ainsi avec moins de 1 000 logements autorisés, la production nouvelle du bassin Est accuse une chute de 21 % au premier semestre 2013, sa part dans la production départementale de logements baisse à 20 % et passe en dessous de sa part dans le parc départemental (22 %).



Logements locatifs sociaux financés en 2013 (bilan annuel)



NOMBRE DE LOGEMENTS ET DE CHAMBRES FINANCES OU AGREES EN 2013

Bassins de Territorialisation de l'Offre de Logements	NEUF	dont chambres	A-A et AST (1)	dont chambres	TOTAL	Poids sur Dépt.
OUEST 93	1 105	0	243	0	1 348	36%
CENTRE 93	1 547	90	227	0	1 774	47%
ROISSY-LE BOURGET	418	0	39	0	457	12%
EST 93	174	0	8	0	182	5%
SEINE-SAINT-DENIS	3 244	90	517	0	3 761	100%

Source : UTEA 93 / DRIHL - UT93

(1) Acquisition-Amélioration et Acquisition sans travaux

En 2013, compte tenu de l'engagement présidentiel de réaliser 150 000 logements locatifs sociaux, l'objectif départemental fixé au niveau régional par l'État, dans le cadre de sa politique de droit commun de financement du logement social, s'élève à 3 749 logements (hors rachat du patrimoine ICADE, hors reconstruction de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logement).

L'objectif 2013 a été rempli à un peu plus de 100 % par le financement de 3 761 logements. Dans cette offre nouvelle, la production neuve représente 3 244 logements, constitués de 2 539 logements familiaux et de 705 logements spécifiques (résidences pour étudiants, résidences sociales, etc), intégrant 90 chambres pour un Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Les acquisitions-améliorations de logements essentiellement inoccupés (517 logements) sont constituées de 183 logements familiaux (dont 8 en Acquisition sans travaux) et de 334 logements spécifiques composant une résidence sociale et une résidence pour jeunes actifs.

La répartition géographique de la réalisation de l'offre nouvelle montre que le bassin CENTRE (Est Ensemble et Rosny) a contribué pour près de 48 % à l'offre neuve départementale (hors production ANRU) et le bassin OUEST (secteur de Plaine / Commune Saint-Ouen) à hauteur de 34 %. La production de logements familiaux qui représente respectivement environ les 3/4 et les 2/3 de l'offre sur ces deux bassins, constitue la totalité de la production neuve de l'année 2013 sur les bassins de ROISSY-LE BOURGET et EST, qui ont apporté respectivement 13 et 5 % de l'offre départementale.

Les acquisitions avec ou sans travaux de logements existants se sont portées à hauteur de 47 % sur le bassin OUEST (avec notamment une résidence sociale à Saint-Ouen), à 44 % sur le bassin CENTRE (avec une résidence Jeunes actifs à Montreuil), à 12 % sur le bassin OUEST et 1,5 % sur le bassin EST.



Marché des appartements neufs (promotion privée)

L'analyse du marché des appartements neufs est établie d'après les données issues de l'enquête trimestrielle sur la commercialisation des logements neufs destinés à la vente aux particuliers. L'enquête ECLN est réalisée par le service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE). Les données relatives aux périodes les plus récentes (celles des 3 derniers semestres) sont provisoires.

En Seine-Saint-Denis, au deuxième semestre 2013, les réservations à la vente diminuent de 8 % par rapport au semestre précédent. Le marché de l'accession à la propriété reste cependant dynamique, avec un peu plus de 1 800 appartements neufs réservés, et se maintient dans la fourchette haute de la décennie. Dans le même temps, les promoteurs ont nettement réduit le volume de leurs mises en vente et seulement un peu plus de 1 000 appartements ont été mis en vente au deuxième semestre, soit une baisse de 49 % par rapport au premier semestre 2013. Cette réduction du volume des mises en vente, amorcée au semestre précédent après l'activité exceptionnelle sur l'année 2012, permet le dégonflement du stock qui était en forte progression depuis fin 2011.

Fin décembre, celui-ci s'élève à environ 2 660 appartements, en diminution de 22 % par rapport à sa situation fin juin 2013. Au rythme des commercialisations du quatrième trimestre 2013, le stock représente un délai d'écoulement moyen légèrement inférieur à 9 mois (contre 12 mois fin 2012).

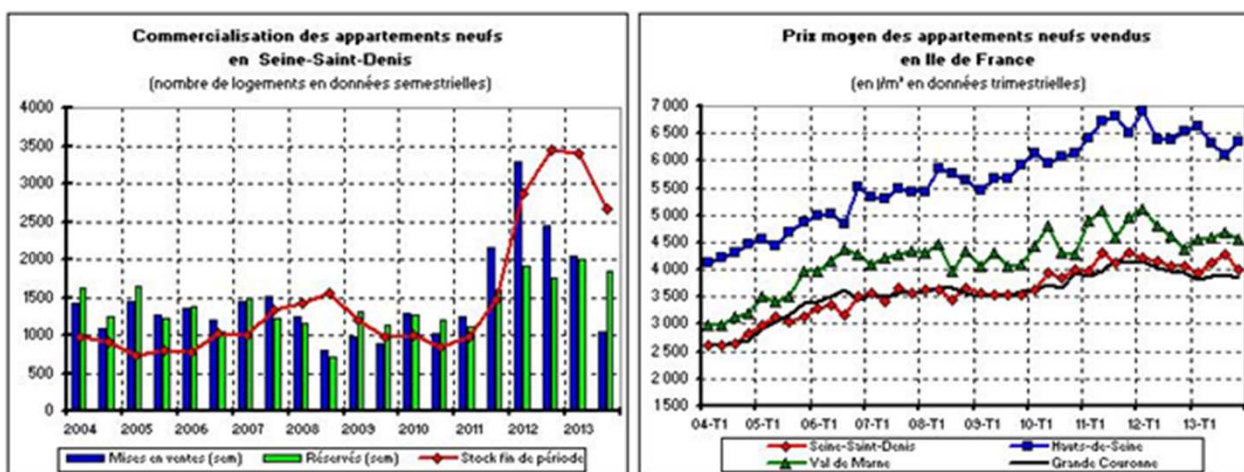
A l'échelle francilienne, le marché suit dans sa globalité les mêmes tendances, mais dans des proportions différentes. Les réservations du premier semestre (à peine 9 500 appartements) diminuent de 20 % sur un semestre. Les mises en vente chutent de plus de 50 %, et leur nombre (moins de 7 000) se situe très en dessous de celui des réservations. Dans ce contexte, le niveau du stock, très élevé au semestre précédent, diminue de 11 % : un peu plus de 17 500 appartements sont proposés à la vente fin 2013, avec un délai d'écoulement de 11 mois, en hausse et supérieur à celui de la Seine-Saint-Denis.

La part de la Seine-Saint-Denis dans le marché francilien a légèrement augmenté, avec 19 % des réservations régionales, la part du stock (15 %) ayant quant à elle diminué de 2 points.

Prix de vente moyen (€/m²)

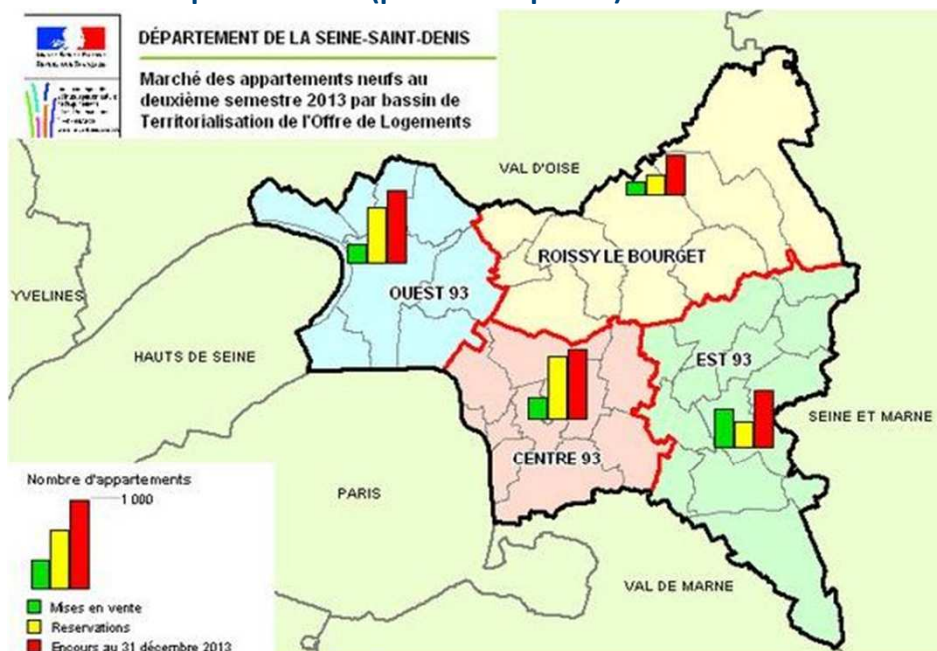
En Seine-Saint-Denis, le prix moyen du m² des appartements neufs réservés a peu évolué depuis fin 2011 : au quatrième trimestre 2013 il est de l'ordre 4 000 €/m², ce qui représente une baisse de 3 % en un semestre, mais une certaine stabilité sur les 12 derniers mois. La fourchette des moyennes communales varie de 3 100 à 5 100 €/m² et l'écart entre les extrémités s'est réduit : sur un semestre l'extrémité haute diminue de 1 300 €/m² et l'extrémité basse augmente de près de 400 €/m². La surface moyenne des biens réservés s'élève à 58 m² (52 m² dans le Val-de-Marne et 61 m² dans les Hauts-de-Seine).

Au niveau régional, sur les six derniers, les prix moyens des réservations restent globalement stables, sauf à Paris où la moyenne baisse de 8 %. Au quatrième trimestre, le prix moyen francilien s'élève à un peu moins de 4 700 €/m², mais masque de grandes disparités de situation entre les départements : à Paris, le prix moyen du m² diminue mais reste élevé à 10 500 € ; il stagne à 6 300 €/m² dans les Hauts-de-Seine, à 4 550 €/m² dans le Val-de-Marne et à 3 850 euros en grande couronne.





Marché des appartements neufs par territoire (promotion privée)



INDICATEURS DU 2ème SEMESTRE 2013

Bassins de Territorialisation de l'Offre de Logements	Mises en vente	Poids sur Dépt.	Réservations	Poids sur Dépt.	Encours au 31 / 12 / 2013	Poids sur Dépt.
OUEST 93	209	20%	620	34%	810	30%
CENTRE 93	237	23%	696	38%	769	29%
ROISSY-LE BOURGET	154	15%	223	12%	454	17%
EST 93	447	43%	299	16%	629	24%
SEINE-SAINT-DENIS	1 047	100%	1 838	100%	2 662	100%

Source DRIEA IF / ECLN (données provisoires pour les 3 derniers trimestres)

Dans un marché départemental de l'accession à la propriété des appartements neufs qui est sur une tendance baissière au deuxième semestre 2013, mais qui reste globalement dynamique, la répartition géographique de l'activité présente cependant des disparités importantes.

Le bassin OUEST (territoire de Plaine Commune/Saint-Ouen) retrouve un niveau de réservations identique à celui de 2012, après le niveau record constaté au premier semestre 2013 (876 unités). Avec un peu plus de 620 appartements réservés au second semestre, soit une baisse de 29 % en six mois, il représente 34 % de l'activité départementale. Dans le même temps, un peu plus de 200 nouveaux appartements ont été proposés à la vente, contre une moyenne de plus de 850 au cours des 4 semestres précédents, rythme qui était très soutenu. La commune de Saint-Ouen, et plus particulièrement l'éco-quartier des Docks, se maintient au premier rang de l'activité de la promotion privée dans le département au deuxième semestre 2013, avec près de 250 appartements réservés.

Sur le bassin CENTRE (secteur d'Est Ensemble/Rosny), le nombre des réservations du semestre a augmenté de 25 % et représente 38 % du volume départemental. Près de 700 appartements ont été réservés : niveau très supérieur à celui du renouvellement de l'offre, en forte diminution (-72 %). L'activité du marché reste principalement concentrée sur Rosny, Pantin, Romainville et Montreuil.

Sur le bassin de ROISSY-LE BOURGET, la chute du renouvellement de l'offre constatée au premier semestre se poursuit. Avec une baisse de 32 % sur le semestre, le nombre d'appartements mis en vente (154) se maintient en-deçà du volume des réservations (223 unités), en baisse également de 31 %. L'activité du marché de l'accession reste concentrée sur Aulnay et Drancy.

Quant au secteur EST du département, le niveau des réservations y a augmenté de 2 % (300 unités) et celui des mises en vente de 14 %, la promotion privée ayant redéployé sur ce secteur 43 % de l'offre départementale, principalement sur la ville de Noisy-le-Grand, mais aussi sur Livry-Gargan et Montfermeil. Dans ce contexte, le stock des disponibilités à fin décembre 2013 a augmenté sur le bassin EST (+14 %) et diminué sur les autres secteurs OUEST (-31 %), CENTRE (-36 %) et ROISSY (-6 %).



Volume de construction de locaux d'entreprises

En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2013, après deux semestres d'activité à la baisse, le volume des autorisations de construire des projets de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels et artisanaux, entrepôts et locaux commerciaux) est en forte augmentation : avec plus de 336 000 m², le volume des surfaces de locaux autorisées est multiplié par 5 par rapport au semestre précédent, et atteint son niveau le plus haut sur la dernière décennie.

Le volume de l'offre nouvelle par nature de locaux montre que les surfaces de bureaux (un peu plus de 123 000 m²), multipliées par 10 par rapport au second semestre 2013, représentent la plus grande part des projets départementaux d'immobilier d'entreprise (37 %), localisés pour les 2/3 d'entre-eux à Aubervilliers (projet Véolia) et Saint-Ouen (éco-quartier des Docks), mais aussi à Tremblay, Montreuil, La Courneuve, Saint-Denis, Noisy-Le-Grand.

Les projets de locaux commerciaux connaissent également une forte hausse sur le semestre et représentent 31 % de l'ensemble des projets sur le département : environ 105 000 m² de surfaces autorisées à la construction, le projet PARIS ASIA à Tremblay représentant près de 85 % du total des surfaces.

Dans le même temps, les surfaces autorisées de locaux industriels et artisanaux (58 000 m²) et d'entrepôts (50 000 m²) sont également en nette augmentation, respectivement +240 % et +97 % pour un poids respectif de 17 et 15 % dans le volume des projets de locaux autorisés en Seine-Saint-Denis. Les principaux projets sont situés à La Courneuve (Data Center), Pierrefitte, Aulnay et Stains, pour les locaux industriels et Tremblay-en-France pour les entrepôts.

Au niveau régional, après la baisse du niveau de projets enregistrée au premier semestre 2013, la construction de locaux connaît un nouvel essor avec près de 2 000 000 de m² de surfaces de locaux autorisés à la construction au second semestre 2013, soit une augmentation de 73 %.

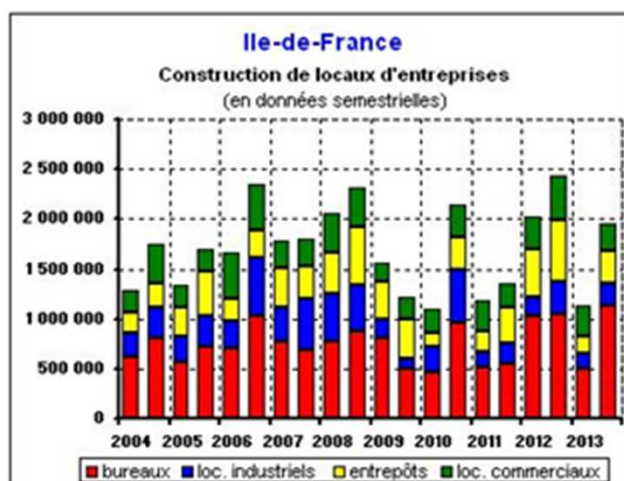
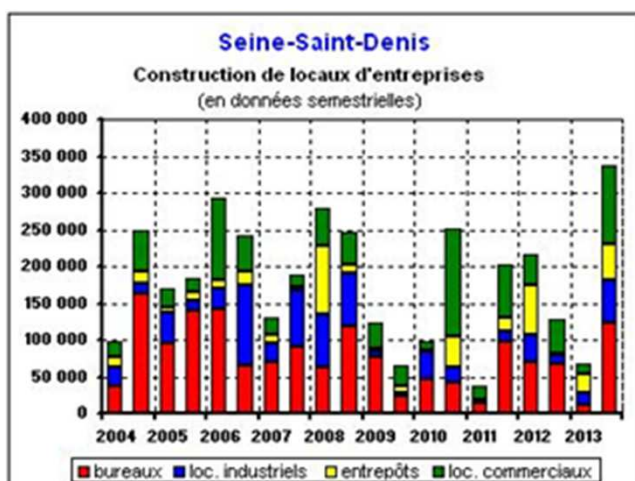
Par rapport au premier semestre, le volume des projets de bureaux a plus que doublé : près d'1 140 000 m² autorisés, qui représente une hausse de 127 %.

Les volumes des projets d'entrepôts (324 000 m² autorisés), de locaux industriels et artisanaux (211 000 m²) augmentent également respectivement 89 % et 41 %.

A contrario le volume des locaux commerciaux (211 000 m²) baisse de 8 %.

Ainsi, au deuxième semestre 2013, la répartition régionale des projets par nature de locaux a légèrement évolué comparativement à la moyenne observée depuis plusieurs années : la part des bureaux, qui a augmenté et représente 58 % du volume de construction de locaux d'entreprise, reste la part principale de la production régionale qui se décline ensuite à hauteur de 17 % pour les entrepôts, 14 % pour les commerces, et 11 % pour les locaux industriels et artisanaux.

Dans ce contexte, la Seine-Saint-Denis représente 17% de l'activité régionale de la production globale de locaux du second semestre 2013, soit 3 fois plus qu'au semestre précédent (6 %), en hausse par rapport à la part moyenne départementale observée depuis dix ans (11%).





NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, Territem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les

biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :

- le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
- Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.



- TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

- TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

- TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés.

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.



DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale)
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits).

Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas d'informations semestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).



INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil général de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est



SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Caroline GAUCI
Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / cgauci@cci-paris-idf.fr

DONNEES

CORRESPONDANTS

LES MENAGES

Crédits à la consommation
Crédit à l'habitat

Philippe TREGUER
Banque de France
Tél : 01 48 13 35 50
philippe.treguer@banque-france.fr

LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS

Mme METIN
Tribunal de Commerce de Bobigny
Tél : 01 41 83 61 51/52
presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr

Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités

Jean-Claude DAUTHEL
Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93
Tél : 01 41 60 75 51
jc.dauthel@cma93.fr

Nombre d'établissements implantés en ZFU

CCID Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 28

Le commerce extérieur

Jean-Pierre AMAR
Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est
Tél : 01 64 62 75 15
jean-pierre.amar@douane.finances.gouv.fr

La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés

Lydia ESOR
DDFIP
Tél : 01 48 96 60 14
lydia.esor@dgfip.finances.gouv.fr

Crédits à l'équipement des entreprises

Philippe TREGUER
Banque de France
Tél : 01 48 13 35 50
philippe.treguer@banque-france.fr

Actualité des pôles de compétitivités

Etienne KALALO
DIRECCTE IDF pôle 3E
Tél : 01 70 96 13 39
Etienne.kalalo@direccte.gouv.fr



LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 98 98 d.orantin@tourisme93.com
La Basilique de Saint-Denis	
Le Stade de France	
L'hôtellerie	
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	CCID Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28

L'EMPLOI

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Les offres par taille d'entreprise	Didier KLEIN Pôle Emploi Tél : 01 45 17 96 61 didier.klein@pole-emploi.fr
Les principaux secteurs recruteurs	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuseuses	
Le taux d'évolution du chômage sur un an	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAH Conseil Général de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les contrats d'insertion	
Les reprises d'activité et la nature des contrats	
Les déclarations uniques d'embauches	Annick PRETSCHNER URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 25 10 annick.pretschner@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Construction de logements neufs	Chantal NIASSOU DRIEA UT 93 Tél : 01 41 60 67 27 chantal.niassou@developpement-durable.gouv.fr
Logements locatifs sociaux	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	
Construction de locaux d'entreprise	

